COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N°76 (10 F)

2 JANVIER 1999

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli et sa politique au service du capital, pour la satisfaction des revendications, une première condition: imposer la rupture avec la bourgeoisie.

A bas Chirac! A bas la V° République !
Gouvernement PS-PCF
sans représentants d'organisations bourgeoises

L'éditorial du précédent numéro de *Combattre pour le Socialisme* soulignait que, malgré "la relative facilité" avec laquelle le gouvernement avait pu mener sa politique au service de la bourgeoisie jusqu'ici:

"le prolétariat a gardé sa capacité de surgir à tout moment. Encore faut-il que lui soit ouverte la voie du combat, que soient brisés les obstacles que les appareils syndicaux mettent à l'engagement du combat."

Comme souvent en pareil cas, lorsque le prolétariat ne peut encore surmonter les obstacles dressés devant lui, c'est la jeunesse qui trouve les ressources de s'engager.

Un mouvement de masse contre la politique du gouvernement, contre le gouvernement.

Tout au long du mois d'octobre, par dizaines de milliers de lycéens ont fait grève et manifesté. Le 15 octobre, ils étaient 500 000 dans toute la France. Un article de ce numéro de CPS dégage quelles étaient les revendications des lycéens. Il en ressort nettement que ces revendications s'opposent totalement au gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli et à sa politique, en particulier à son projet de budget de l'Education nationale et à sa contre-"réforme" des lycées.

Mais, étant dépourvu d'orientation et d'objectifs clairs, ce mouvement a été isolé et manipulé par les dirigeants des organisations syndicales enseignantes, de concert avec les dirigeants des organisations syndicales étudiantes, d'autant plus facilement que n'existe pas d'organisation révolutionnaire de la jeunesse. Ils ont propulsé des pseudo-coordinations qui n'ont rien à voir avec celle dont les étudiants s'étaient dotés en novembre-décembre 1986, qui jouait alors le rôle d'un réel comité central de grève.

En conséquence, les lycéens n'ont pu opérer la jonction avec les enseignants et au travers de ceux-ci avec l'ensemble du prolétariat. Au contraire, le gouvernement a fait adopter son budget, et a même utilisé le mouvement des lycéens pour accélérer l'application de sa politique contre l'enseignement public et les statuts des personnels, à commencer par la contre-réforme des lycées.

Sans doute la mobilisation de centaines de milliers de lycéens est-elle un indice des processus en cours parmi la jeunesse et, au-delà, la population laborieuse, la classe ouvrière. Elle indique que le prolétariat dans son ensemble cherche les voies du combat pour en finir avec l'offensive sans répit que mène contre lui le gouvernement depuis un an et demi.
Mais ce mouvement a échoué, et le gouvernement est en mesure de poursuivre sans relâche sa politique au service du capitalisme français.

Le gouvernement poursuit

C'est un fait: le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli n'a en rien ralenti la mise en œuvre de sa politique.

Pour l'essentiel, il faut relever la poursuite de l'application de la loi dite des "35 heures" par l'ouverture des négociations dans les entreprises publiques (à France-Télécom depuis le 7 octobre, EDF-GDF le 26 novembre, à la Poste le 3 décembre, à la SNCF le 14 décembre); l'application du plan Juppé, notamment dans les hôpitaux où les annonces de fermetures se succèdent; l'accroissement du nombre d'emplois-jeunes (dont le nombre atteindrait les 150 000), machine de guerre contre le statut des fonctionnaires.
La politique du gouvernement contre l'enseignement public est analysée dans un article de ce numéro de CPS.

Ajoutons à cette liste la poursuite du programme de privatisations entamé par le gouvernement Chirac-Juppé.

Quelques anicroches

Certes, ce parcours ne s'est pas fait sans anicroches. Mentionnons le report de la "réforme" de la justice, de celle du PACS. Mais dans ces deux cas, c'est Chirac, relayé par le RPR, l'UDF et DL, qui a soit bloqué la réforme du conseil supérieur de la magistrature, soit obtenu à l'arraché le report de l'adoption du PACS. Sur ce point, il faut souligner que si la guérilla parlementaire a permis aux partis traditionnels de la Ve République, bible à la main, d'obtenir le report du vote du projet de loi sur le PACS, c'est par la fuite des députés du PS, principalement. Malgré toutes les garanties offertes par ce projet de loi que ne serait pas écornée la sacro-sainte institution du mariage, ils ont laissé le champ libre à l'expression de la réaction la plus noire.

On doit par ailleurs signaler l'existence d'une pétition signée par plusieurs députés PS, PC et Verts, qui demande une inflexion de la politique du gouvernement sur la question des sans-papiers, en affirmant que les déboutés de la circulaire Chevènement ont "majoritairement" vocation à être régularisés. Mais parce que cette pétition n'exige aucunement l'abrogation de toute la législation réactionnaire contre les travailleurs immigrés, elle sert en réalité d'alibi, et propose au gouvernement de se débarrasser pour un temps d'une question qui pourrait, en d'autres circonstances, servir de point d'accroche à la volonté du prolétariat et de la jeunesse de lutter contre lui, comme ce fut le cas sous le gouvernement Chirac-Juppé.

Sans doute le fait que des députés PS aient signé cette pétition rappelle-t-il que la contradiction entre la politique menée par le gouvernement et le fait qu'il s'appuie pour cela sur des députés issus des partis ouvriers traditionnels, PS et PCF reste latente.
Mais sur l'essentiel, il faut constater: le budget 1999 et la loi de financement de la sécurité sociale ont été adoptés sans aucun problème par le parlement, comme l'ont été toutes les mesures décisives prises par le gouvernement depuis sa constitution, et notamment la loi dite des "35 heures".

Il en va de même pour ce qui est de la politique que mène le gouvernement sur la question de l'Union Européenne.

A l'heure de l'Euro

Au premier janvier 1999, l'Euro est devenu la monnaie commune de onze pays d'Europe. C'est là un succès politique incontestable pour les différents capitalismes de l'Union Européenne, un nouveau point d'appui dans la lutte qu'ils mènent contre leurs classes ouvrières respectives, contre leurs acquis, au nom de "*l'harmonisation européenne*".

Mais ce succès ne peut être que provisoire. Les antagonismes qui rongent l'Union Européenne demeurent entiers. Le sommet de Vienne des 11 et 12 décembre en a donné une nouvelle illustration: les pays membres ont été incapables de se mettre d'accord sur le financement du budget de l'Union européenne, l'impérialisme allemand déclarant par la voix de Schröder que l'Allemagne *"ne sortirait plus son carnet de chèques pour régler les problèmes de l'Europe"*.

Et la veille du lancement de l'Euro, le président de la banque centrale européenne imposé par l'impérialisme allemand, W.Duisenberg, indiquait dans une interview au *Monde* qu'il n'était pas question pour lui de laisser la place au français Trichet en quittant son fauteuil à la moitié de son mandat. Si l'Allemagne ne veut plus "sortir son carnet de chèques", elle entend garder dans sa poche les clés du coffre-fort.

Qui plus est, la crise économique frappe maintenant aux portes de l'Europe (cf. l'article dans ce numéro de CPS). Même le bonimenteur Strauss-Kahn a dû l'admettre, alors que l'INSEE faisait paraître, le 18 décembre, une note de conjoncture qui place la croissance française pour 1999 en dessous de 2%, alors qu'en Allemagne, les dernières prévisions font état d'une croissance de 1,7%, et alors que la récession touche la Grande-Bretagne. L'aggravation de la situation économique ne peut qu'aviver les antagonismes au sein de l'Union Européenne, et à terme, ce sont ceux-ci qui disloqueront la zone "Euro".

Tous pour l'Union européenne

Ce qui a permis le lancement de l'Euro, c'est que les dirigeants des vieilles organisations ouvrières s'inscrivent totalement en soutien à l'Union Européenne.

Pour ce qui est des partis "socialistes" et sociaux-démocrates, c'est d'autant plus flagrant que ceux-ci participent ou dirigent onze des gouvernements de l'Union Européenne, avec la victoire électorale du SPD en Allemagne (sur laquelle CPS reviendra dans son prochain numéro), avec la désignation de D'Alema (PDS) comme chef du gouvernement en Italie. Ce sont ces partis qui "pilotent" le passage à l'Euro, chacun avec un respect scrupuleux des intérêts de sa propre bourgeoisie.

En témoigne un document rendu public le dimanche 22 novembre par les ministres des finances des onze gouvernements dirigés par les partis socialistes ou sociaux-démocrates de l'Union Européenne. Ils y affirment leurs priorités, ce sont celles du capital:

"nous devons promouvoir l'efficacité économique, aider au bon fonctionnement du marché et supprimer les obstacles à la liberté du commerce" (...)
"veiller à ce que les travailleurs européens puissent constamment s'adapter au monde en rapide changement" (...)
"accroître l'employabilité et l'adaptabilité de la main-d'œuvre" et *"encourager de nouveaux horaires de travail"*

Ils soulignent encore leur soutien au pacte de stabilité d'Amsterdam,
"un point vital (...) pour le succès de l'UEM", ainsi que le:

"besoin d'une nouvelle culture de réglementations pour les anciens types de services publics" (gaz, électricité et télécommunications)."

Ce document fait justice des fariboles qui annonçaient, avec l'arrivée de Schröder au poste de chancelier allemand, un changement d'orientation de l'Union Européenne. Il permet du même coup de mesurer le degré d'aplatissement devant l'Union Européenne du PCF.
Car Robert Hue, au lendemain du sommet de Pörtschach, en octobre

dernier, premier sommet européen depuis la défaite de Kohl, adressait une lettre à Chirac et à Jospin. Il y affirmait:

"le débat sur la politique européenne est visiblement en train de prendre un cours nouveau"

En conséquence:

"le moment me semble donc opportun pour que s'engage la renégociation de certains textes conçus en une autre période avec d'autres objectifs."

Ainsi, le pacte de stabilité:

"qui pourrait se transformer en un véritable pacte pour la croissance et l'emploi".

Emerveillé par la vision d'une "Europe rose", social-démocrate, Hue veut faire croire à la transmutation du pacte de stabilité, hier encore considéré comme fait du plus vil des métaux, en de l'or le plus pur. En d'autres termes, le PCF affiche un soutien de plus en plus ouvert à l'Union Européenne.

Dans le même sens, la CGT est en cours d'adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats (CES), cadre d'allégeance des organisations syndicales à l'Union Européenne et ses nécessités, qui se situe sur le terrain de la participation à la "construction européenne".

L'échéance des élections européennes

Décidément, à l'heure de l'Euro, alors que les grandes et petites manoeuvres pour préparer les élections européennes sont engagées, il serait plus que nécessaire qu'une organisation combattant pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire se présente sur le mot d'ordre des États-Unis Socialistes d'Europe, contre l'Union Européenne, ses traités, l'Euro.

Elle indiquerait quelle est la voie pour y parvenir: que le prolétariat dans chaque pays prenne le pouvoir, porte au pouvoir un gouvernement ouvrier qui exproprie le capital, organise la production en fonction des besoins des masses, ce qui ne peut se faire, au minimum, qu'à l'échelle de l'Europe entière, de la coopération sur un pied d'égalité des pays d'Europe libérés du joug du capital. Elle y affirmerait la nécessité pour cela du combat contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli, dont une condition est d'imposer la rupture des organisations ouvrières (partis, syndicats) avec ce gouvernement.

Elle y adresserait en conséquence, au nom des masses, l'exigence au PS et au PCF qu'ils constituent un gouvernement de leurs seuls partis sans représentants de formations bourgeoises.

Force est de constater que cette orientation ne sera défendue par aucune liste dans ces élections.

Une profession de foi

Ainsi, le 22 novembre était publiée la *"profession de foi"* commune à LCR et à LO, sur laquelle ils entendent cohabiter le temps des élections européennes: elle se situe totalement à l'opposé de cette orientation. Même le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe, qui aurait pu lui donner un vernis "trotskyste", n'y figure pas. Sous le titre:

"Pour l'Europe, des mesures radicales contre le chômage !",

elle demande une *"Europe des droits démocratiques", "des droits égaux".*

"Pour l'Europe"? Mais quelle Europe? Le catalogue des "mesures radicales" figurant dans cette plate-forme, éclaire la question. Certaines de ces "mesures" pourraient se discuter, mais ce serait en vain puisque n'y figure pas l'essentielle, celle qui permet de réaliser les autres: exproprier le capital. Au contraire, il y est fait de multiples propositions pour un "bon" usage des profits.

Il est vrai qu'aller jusque-là signifierait remettre en cause l'existence même de ce gouvernement, celle de l'Union Européenne, de poser la question des voies du combat contre le gouvernement, la question de la responsabilité des directions syndicales, du PS, du PCF.

De ces questions centrales pour le prolétariat, la *"profession de foi"* LO-LCR ne veut rien savoir, conformément à la politique menée dans la lutte des classes par ces deux organisations, par delà leurs nuances. La LCR, en digne héritière du courant qui a détruit la IVe Internationale fondée par Trotsky et a prostitué son drapeau; LO, qui a toujours été contre la IVe Internationale, contribuent à boucher toute perspective. Mais à vrai dire, ils ne le peuvent que du fait de la liquidation du Parti Communiste Internationaliste, qui assurait la continuité de la IVe Internationale, au profit du satellite de FO qu'est le "PT".

Les contradictions de la bourgeoisie française demeurent

Dans ces conditions politiques, la ratification du traité d'Amsterdam, par l'Assemblée et le Sénat n'a été qu'une simple formalité.

Les seules oppositions qui s'y expriment sont sur le terrain de la défense de la "souveraineté nationale", oppositions suscitées par le fait que la marche à l'Euro se fait, comme l'a analysé le précédent numéro de CPS, aux conditions allemandes, ce qui provoque réticences et contradictions au sein de la bourgeoisie française.

Mais les cercles dirigeants du capitalisme français n'entendent pas aujourd'hui que soient remis en cause le traité d'Amsterdam, l'Euro, pour ne pas ainsi menacer l'existence même de l'Union européenne. C'est sur cette exigence fondamentale que s'aligne peu ou prou l'ensemble du mouvement ouvrier officiel.

Sur la question de l'Europe, comme sur les autres, le soutien affiché, l'association étroite des directions traditionnelles est la condition de l'application des contre-réformes successives auxquelles la classe ouvrière, la jeunesse, sont confrontées.

"Pacte européen pour l'emploi"

On doit par conséquent prêter attention à la seule décision du sommet européen de Vienne. Il a en effet accouché d'une proposition de "*pacte européen pour l'emploi*" à l'échelle de l'Union européenne venant en complément du "pacte de stabilité".

Il s'agit en fait d'utiliser une nouvelle fois l'Union européenne comme instrument d'association toujours plus étroite des organisations ouvrières traditionnelles à la mise en œuvre des objectifs communs aux différentes bourgeoisies d'Europe, pour ainsi déboussoler et paralyser les travailleurs.

Ce "pacte pour l'emploi", dont les objectifs sont nécessairement ceux fixés par la déclaration des ministres sociaux-démocrates citée plus haut, peut être mesuré à l'aune de ce qui vient d'être réalisé en Italie.

Le 22 décembre y était en effet signé par les dirigeants des confédérations syndicales et le patronat un "*pacte de développement et pour l'emploi*". Au menu: allégements des charges sociales au nom du "*développement* "du sud de la péninsule, et surtout, au nom de "*l'emploi*" la voie ouverte à la destruction pure et simple des conventions collectives qui seraient supplantées par des accords entreprise par entreprise.
En Allemagne, des négociations sur un "pacte" de cette sorte sont en cours.

En France, il s'agissait d'un des objectifs annoncés lors de la constitution du gouvernement dirigé par Jospin. S'il n'a pu aboutir à la signature d'un "pacte" par les dirigeants syndicaux, à obtenir un engagement formel de leur part, ce qui aurait eu une portée considérable, gageons qu'il va sans doute reprendre l'initiative sur ce terrain, justement en s'appuyant sur l'initiative prise au sommet de Vienne, relayée par la "Confédération Européenne des Syndicats".

Mais c'est cette même méthode fondamentale d'association capital-travail, vers la cogestion, la seule réaliste et efficace aujourd'hui pour l'ensemble des classes dominantes en Europe, qui est utilisée par le gouvernement. Son instrument privilégié est aujourd'hui, à défaut d'un "pacte", la loi (dite) des "35 heures".

A nouveau sur la loi (dite) des "35 heures"

CPS l'a déjà souligné: cette loi (dite) des 35 heures est, sous couvert de la réduction du temps de travail, une machine de guerre pour mettre en morceaux les acquis de la classe ouvrière, y compris ses organisations syndicales qu'elle tend à transformer en instruments directs de la mise en œuvre de cette entreprise, leur faisant franchir une nouveau pas vers leur liquéfaction en tant qu'organisations syndicales ouvrières.

A ce propos, on doit souligner les déclarations de F.Hollande et de J-C Cambadélis, dans une conférence de presse relatant leurs rencontres avec les organisations syndicales dans le cadre de la préparation de leur *"convention sur les entreprises"* (convention qui a adopté le texte dont le précédent numéro de CPS donnait les extraits les plus significatifs).
J-C Cambadélis s'est félicité:
"du dépassement, en cours, d'un clivage accompagnement/ contestation", de *"la fin de l'émiettement syndical"*, de *"l'implication dans le dialogue européen"*, de la *"volonté de se tendre la main, de rechercher des synergies"*, de *"la reprise des négociations, du dialogue social, dans beaucoup d'entreprises"*, *"grâce à la première loi sur les 35 heures"*.

La prise en charge par les directions syndicales des mesures contre le prolétariat, leur "théorisation" du soutien aux exigence du capital comme seule solution pour la classe ouvrière, vont de pair. Ce sont autant de reculs successifs que les appareils parviennent ainsi à imposer à la classe ouvrière. Le fait que la direction FO ait pu sans grosses difficultés signer l'accord de la métallurgie, permet de le mesurer. Hautement significative est également la préparation du 46° congrès de la CGT: le ton en a été donné par la signature, dans le textile, pour la première fois depuis l'adoption de la loi, par la direction CGT, d'un accord de branche sur les "35 heures".

Christian Larose, secrétaire général de la fédération CGT textile-habillement-cuir, explique pour brouiller les pistes, dans *Libération* du 3 novembre que, parmi les raisons de la signature:
"Dans l'accord, il y a une clause de garantie de pouvoir d'achat. C'est la clause la plus importante."

La "*plus importante*"?! Il suffit de la lire:
"En tout état de cause, les parties signataires du présent accord invitent à rechercher au niveau des entreprises les meilleures solutions pour l'emploi, pour le développement de la compétitivité des entreprises et à créer ainsi les conditions pour que la réduction du temps de travail puisse se réaliser sans nuire au pouvoir d'achat des salariés."
Il n'y a là absolument aucune "garantie" du pouvoir d'achat. Au contraire, les fédérations CGT et FO, signataires de cet accord, s'engagent à "*développer la compétitivité des entreprises*", condition à laquelle le patronat envisagera de ne pas *"nuire au pouvoir d'achat"*, si les "conditions", en d'autres termes la garantie de leurs profits, sont réunies.

Pour cela, cet accord, comme celui signé par la fédération FO dans la métallurgie, autorise à dépasser le plafond du contingent d'heures supplémentaires (130 heures) de 45 heures en cas d'accord d'entreprise, et ne majorer ces heures supplémentaires de 25% qu'au delà d'un contingent de 90 heures.

C'est donc sous ces auspices que va se tenir le 46° congrès de la CGT.

46° Congrès de la CGT: "*passer d'un syndicalisme de contestation à un syndicalisme de propositions*"

En effet, la préparation de ce congrès démontre comment l'appareil de la CGT entend faire franchir à cette confédération une nouvelle étape dans sa dégénérescence. Son leitmotiv: *"passer d'un syndicalisme de contestation à un syndicalisme de proposition"* le résume. Il s'agit d'aller plus loin sur le cap fixé par le 45° congrès, qui avait officialisé le soutien de la direction de la CGT au régime capitaliste, dans le but de faire avaler au prolétariat les "(contre)-réformes nécessaires" à la bourgeoisie française.

C'est dans ces circonstances que s'est opéré le "rapprochement" CGT/CFDT, en réalité l'alignement de la direction de la CGT sur les positions de la CFDT, qui joue une nouvelle fois le rôle de cheval de Troie de la bourgeoisie au sein du mouvement syndical.
En effet, comme l'indique *La Tribune* du 13 novembre, sous le titre "*CGT et CFDT optent pour des "relations normales*" ":
"le changement tient d'abord à la volonté de changer qu'a manifestée la CGT"

B.Thibault, héritier présomptif de L.Viannet, était l'invité de marque du congrès de la CFDT qui a vu le triomphe de Nicole Notat: un rapport d'activité approuvé le plus largement de l'histoire de la CFDT, la dissolution du courant "oppositionnel" ("Tous ensemble") né après novembre-décembre 1995, moment où dans le mouvement de la classe ouvrière s'était exprimé un rejet brutal de N. Notat, ce qui avait préoccupé bien des âmes sensibles au sein de la CFDT.

Aussi, l'établissement de "*relations normales*" (il s'agit en fait des termes employés dans le communiqué commun des deux organisations) ne peut signifier rien d'autre que la "normalisation" accrue de la CGT.
Comme le disait clairement B.Thibault:

"nous restons conformes à l'orientation du 45° congrès. Par contre, il existe un décalage entre ce que nous avions annoncé et ce que nous avons réellement mis en œuvre. Une part du corps militant et des adhérents n'est pas totalement porteur de notre démarche, il nous faut faire le point."

(*V.O.* du 9 octobre 1998)

C'est appuyé sur de telles mises "au points" de l'appareil CGT, qui entend empêcher les travailleurs d'utiliser leur organisation syndicale, que le gouvernement veut maintenant remettre le couvert sur une des revendications essentielles de la bourgeoisie: en finir avec le régime des retraites.

C'est le tour des retraites

Désormais, le projet gouvernemental de "fonds de pension à la française" a pris son essor. Le 8 octobre s'est tenue la première rencontre entre le haut commissariat au plan et l'ensemble des directions syndicales. Le 3 novembre, le député PS J.Cahuzac transmettait une note au gouvernement sur les retraites, dans laquelle il définit les contours des fonds de pension "à la française".

Ceux-ci seront mis en œuvre branche par branche, entreprise par entreprise, et seront gérés par des compagnies d'assurance (ou des mutuelles). Ils seraient facultatifs (seuls ceux qui cotisent en bénéficient). Les cotisations ouvriront droit à des déductions d'impôts pour les entreprises. Poursuite du pillage de la Sécurité sociale, les versements des salariés échapperont aux cotisations maladie et famille. Elles seront déductibles de l'impôt sur le revenu.
Résumons: mise en place des retraites par capitalisation, bénéficiant d'abord aux couches sociales aisées; étranglement progressif de la retraite par répartition dont les restes seront destinés aux masses populaires, nouveaux cadeaux au patronat, et aide aux grands groupes financiers français via leurs filiales d'assurance pour avoir des milliards disponibles pour intervenir sur les marché financiers.

Et c'est à cela que les dirigeants syndicaux ont donné par avance leur aval en participant aux travaux de la commission au plan. *Libération* du 18 décembre commentait:

"Déjà six séances de travail et aucun claquement de porte: le gouvernement continue de croiser les doigts. "

et de citer:

" «La méthode a presque plus d'importance que le fond », estime-t-on au gouvernement, « Avec la sienne, Alain Juppé nous a fait perdre quatre ans. » "

Voilà qui est clair, il s'agit de reprendre les objectifs du gouvernement Chirac-Juppé, avec la "méthode Jospin".

Association totale des organisations syndicales

Les "fonds de pension à la française" prévoient en effet une association qu'on pourrait qualifier d'organique des organisations syndicales à leur mise en œuvre. Le souvenir des grèves de novembre-décembre 1995 est trop vif pour la bourgeoisie pour qu'elle puisse envisager d'emprunter une autre voie que celle-ci aujourd'hui.

Voici en quoi elle consiste: aucune entreprise ou branche ne pourra mettre en route une retraite par capitalisation "à la française" sans qu'un accord ait été signé par les syndicats. Centralement, un conseil de surveillance des fonds de pension "à la française" doit être mis en place, intégrant dans ses membres les "partenaires sociaux".

Pour lancer cette "réforme", le gouvernement a déjà prévu une conférence nationale du type de celle qui a précédé le lancement de la loi dite des "35 heures", en mars prochain, au terme des consultations du commissariat au plan, avant de proposer sa contre-réforme des retraites avant l'été 1999.

Les fonds de pension "à la française" dessinent nettement les contours d'une cogestion "à la française", sur le modèle allemand. Ils constituent la pointe avancée de la "réforme" de retraites qui est en cours de finition.

Toujours les mêmes problèmes

Pour le prolétariat, face à la poursuite de l'offensive gouvernementale, les problèmes sont toujours les mêmes. Le mouvement des lycéens, la multiplication des grèves à la SNCF, dans les transports urbains la grève à la Bibliothèque Nationale de France ou encore la mobilisation des étudiants dans plusieurs universités (voir dans ce numéro) en sont symptomatiques.

Ils montrent à la fois que les travailleurs cherchent les voies du combat contre la politique du gouvernement, pour leurs revendications, et à la fois qu'ils ne parviennent pas à surmonter les obstacles que les appareils dressent devant eux, à imposer le front unique des organisations syndicales, à se structurer en comités de grève à tous les niveaux, comités intégrant les représentants syndicaux.

Ces derniers gardent le contrôle total des mouvements, comme l'ont montré notamment les grèves à la SNCF: alors que les revendications de tous les agents sont toujours la création massive de postes (depuis 1985, 80 000 emplois ont été supprimés à la SNCF), les bureaucrates syndicaux ont organisé une opération d'avortement d'une grève générale qui y était en gestation, en utilisant toutes les ficelles de leur métier. Se sont combinés: journées d'action à répétition, fragmentation d'une revendication nationale en revendications région par région, mouvements catégoriels (grève des seuls contrôleurs), et même une "eurogrève", le 23 novembre, en réalité

une "euroduperie" qui, sous couvert de s'opposer aux "directives de Bruxelles", ne disait pas un mot de la nécessité d'abroger la "réforme" Pons de la SNCF qui a cassé la SNCF en deux en créant le "réseau ferré français", justement pour organiser la déréglementation.
En novembre-décembre 1995, malgré les appareils, à commencer par celui de la CGT, les cheminots avaient imposé la grève générale à la SNCF. Le 23 novembre, D. Le Reste, secrétaire de la fédération CGT-Cheminots, pouvait rassurer:

"Les cheminots ne vont pas refaire 1995 tous les ans".

Les appareils ont en effet tenu les rênes en main en permanence, notamment en émiettant les mouvements engagés à la SNCF en une kyrielle d'Assemblées générales locales nommées par dérision "souveraines". Pour finir, ils ont salué le budget de la SNCF comme une avancée, affirmant qu'il cessait la suppression d'emplois, alors qu'en réalité, cette stagnation (déjà inadmissible) des effectifs est atteinte à coup d'emplois-jeunes, et se sont engagés, le 14 décembre, dans les "négociations" sur les 35 heures.

L'opération d'avortement d'une grève générale à la SNCF est une illustration des problèmes politiques auxquels sont confrontés le prolétariat, la jeunesse. En leur cœur, il y a le fait que pour arracher la satisfaction des revendications, il faut combattre et vaincre le gouvernement Jospin - Gayssot- Chevènement - Voynet - Zuccarelli, et que les appareils syndicaux s'efforcent d'interdire que s'ouvre cette voie.

Aussi, dans la mesure où le prolétariat n'a pas pu pour le moment transformer la défaite électorale de juin 1997 de la bourgeoisie en victoire pour lui, il n'est pas étonnant que, derrière Chirac, les partis traditionnels de la V° République relèvent la tête.

Chirac tente de reprendre l'initiative

Depuis sa cinglante défaite électorale, dont il a précipité lui-même le rythme, Chirac n'est resté en place que de par la volonté du PS et du PCF, qui n'ont eu de cesse que d'affirmer leur "respect" de ses prérogatives, de sa fonction. Le 15 décembre, sur RTL, Jospin réitérait:

" Il est normal que le président de la République ait un rôle éminent dans la vie politique française".

Ainsi protégé, Chirac a petit à petit aligné les partis traditionnels de la V[e] République derrière lui.
Comme CPS l'avait déjà analysé, "l'Alliance" RPR-UDF-DL s'avère être dominée par le RPR, au compte de Chirac. L'UDF a dû avaler sans trop pousser de cris que Chirac s'empare via M.Poncelet de la présidence du Sénat. Seguin a dû admettre que sa place à la présidence du RPR dépendait de la volonté de Chirac, en allant le consulter avant d'annoncer qu'il avait reçu le feu vert de la présidence pour se porter candidat à sa propre succession.

Le discours prononcé par Chirac à Rennes, le 4 décembre, a servi de signal de ralliement. Non pas qu'il y ait annoncé quoi que ce soit de nouveau, sinon l'exigence du service minimum, contre le droit de grève dans les transports. Mais les réactions au RPR, à l'UDF, à DL, ont été unanimes.

Libération du 5 décembre commentait:
"Le Président est aujourd'hui rebranché. Si l'opposition n'est pas à sa botte, elle marche à peu près du même pied que lui. Pour bien marquer qu'il était redevenu son chef, Chirac l'a sollicitée vendredi. De l'UDF au RPR, tout le monde a applaudi avec force son retour sur la scène intérieure. Chacun avait été mis dans la confidence d'une «initiative» *imminente. Signe que l'échéance pour l'Elysée était d'importance. Comme chacun a joué le jeu, confirmation a été donnée qu'à part l'irréductible Giscard la droite a bien conscience qu'il n'est pas aujourd'hui d'autre salut pour elle que l'actuel chef de l'Etat. "*

Chirac ne peut certes pas par magie effacer les contradictions qui taraudent la bourgeoisie française et ses partis. Le RPR et les fragments de l'UDF peinent toujours à se remettre de l'échec de la dissolution-plébiscite tentée par Chirac en juin 1997, échec qui avait révélé la profonde usure de ces partis, dont la racine est leur échec récurrent à réaliser les objectifs fondateurs de la V° République, échec auquel se combinent les profondes dissensions qui traversent la bourgeoisie française sur la question de l'Europe.

Et en particulier, reste à lever l'hypothèque que fait peser le poids du FN sur tout éventuel succès électoral, surmonter pour un temps la crise de représentation de la bourgeoisie qui fait que, ses principaux partis étant majoritaires en voix, ils sont néanmoins minoritaires au parlement.

Et c'est justement au moment où Chirac aligne RPR, UDF et DL derrière son panache, au moment où l'élection de Millon à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes est opportunément invalidée, que le Front National vit sa plus grave crise depuis ses premiers succès électoraux, et subit une importante scission.

Scission au Front National

Suite à une décision de justice qui risquait d'entraîner l'inéligibilité du chef du Front National, Le Pen, les contradictions qui traversent ce parti ont fait irruption avec une vitesse et une brutalité qui sont une expression du mode fonctionnement de ce parti, qui est resté celui du groupuscule fascisant fondé autour de Le Pen en 1972. Face aux prétentions de son lieutenant Mégret à le remplacer en tête de liste, et surtout face à son influence déterminante dans l'appareil qui a ainsi été révélée (même les journaux ultra-réactionnaires *Présent*, et même *National Hebdo* prenaient position pour Mégret), Le Pen a précipité une purge qui a amené à l'exclusion de celui-ci le 23 décembre.

Au delà des querelles de personnes, il s'agit évidemment d'une crise politique. Paradoxalement, ce sont les succès électoraux du FN qui l'ont précipitée. Car si le FN a pu, appuyé sur son poids électoral sans cesse renforcé par rapport au RPR et à l'UDF, provoquer d'importantes cassures au sein de ces partis après les régionales, en retour, la pression s'exerce aussi sur lui. Lui non plus ne peut arriver au pouvoir seul: lui aussi a besoin de s'allier avec tout ou partie du RPR, de DL et de l'UDF.

C'est la raison de la tactique d'alliance prônée par Mégret au lendemain des régionales. Mais l'offensive engagée par le FN en direction des partis traditionnels de la bourgeoisie avec un certain succès s'est transformée en boomerang.

Car la réalisation d'une telle alliance nécessite que le FN change, de telle sorte que le RPR, l'UDF et DL puissent s'allier avec lui sans risquer de déclencher eux-mêmes d'importants mouvements dans la classe ouvrière et la jeunesse, qui exigeraient ce qui est d'ores et déjà à l'ordre du jour: le front unique de ses organisations pour briser le FN, lui interdire le droit d'exister. De plus, les rapports actuels entre les classes font qu'une alliance du RPR, de l'UDF, et de DL avec le FN précipiterait l'électorat des classes intermédiaires dans les bras du PS, et donc serait un échec électoral.

C'est ce que pointait Mégret dans une interview à *Présent*, le 16 octobre 1998:

" il nous faut être crédibles dans notre démarche et notre projet politique, être rassurants dans notre attitude et notre discours, être constructifs, dans notre tactique et notre combat... Si le Front National atteint le seuil des 20-25 %, alors tout sera possible. Car ce jour là, nous serons en position de passer des accords électoraux de second tour avec ce qu'il restera de la droite."

Cette ligne exige évidemment de procéder à de profonds changements au FN, se débarrasser de ses oripeaux fascisants, ce qui devait passer par affrontement avec Le Pen. Voilà quelle est la racine des conflits au sein du FN.

La scission du FN est un fait. Il n'y a pas à faire des pronostics sur son évolution. Mégret dispose de la majorité des cadres et élus, alléchés par les prébendes que réserve l'exercice du pouvoir, mais le FN a toujours été vertébré autour de Le Pen. Par contre, si on ne peut que se réjouir de l'affaiblissement de ce qui est le bastion des forces les plus réactionnaires de ce pays, il faut bien considérer que le grand gagnant dans l'affaire, si aucun des clans ne remporte de victoire décisive sur l'autre, ce sera Chirac.

Un FN affaibli par une scission importante, voire disloqué, voilà un élément qui a en effet une importance considérable dans la perspective d'élections législatives, éventuellement anticipées: cela pourrait barrer la voie du second tour aux candidats FN et en conséquence avantager les candidats RPR, UDF et DL, leur faire envisager de redevenir majoritaires au parlement.

Mais au moment présent, et pour encore un certain temps, le seul gouvernement possible pour la bourgeoisie est un gouvernement vertébré par le PS, en coalition avec le PCF et les formations bourgeoises que sont le MDC, les Verts et le vieux parti radical.

Combattre et vaincre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli

Pour arracher la satisfaction des revendications, c'est ce gouvernement qu'il s'agit de combattre et de vaincre.

Ouvrir cette voie, c'est combattre pour permettre aux masses d'imposer aux directions des organisations syndicales ouvrières (CGT, FO), enseignantes (FSU, FEN) et étudiantes (UNEF-ID, UNEF-se) qu'ils rompent avec le gouvernement et engagent le combat contre lui, alors que leur soutien, comme le présent éditorial le démontre, est décisif dans la capacité du gouvernement à mener sa politique.

Ouvrir cette voie, c'est exiger du PS et du PCF qu'ils renversent Chirac et la V° République, en constituant un gouvernement PS-PCF sans représentants d'organisations bourgeoises, appuyé sur leur majorité à l'Assemblée nationale et responsable devant elle.

Ouvrir cette voie, c'est indiquer en permanence quelle politique devrait mener un tel gouvernement: car si la rupture avec les partis et organisations de la bourgeoisie est la première condition à ce que les revendications soient satisfaites, c'est parce que leur satisfaction durable, la réalisation des aspirations fondamentales du prolétariat et la jeunesse exige que soit menée une politique révolutionnaire, d'organisation de la production en fonction des besoins des masses et non plus du profit, ce qui nécessite d'exproprier le capital, d'aller vers le socialisme.

Aucun doute: même s'ils devaient constituer un tel gouvernement, le PS et le PCF ne s'engageront jamais dans une telle politique. Mais l'exigence qu'ils rompent avec la bourgeoisie permet d'ouvrir immédiatement aux masses toute cette perspective.

Tout dépendra bien sûr de ce que déferlera ou ne déferlera pas un puissant mouvement de masse capable de submerger et de renverser tous les obstacles. Il s'agit donc de contribuer à dégager les initiatives des masses.

* * *

La bourgeoisie française est menacée: la crise qui s'avance, la défense de ses profits, son affaiblissement permanent en Europe et dans le monde lui dictent d'aggraver les conditions d'existence des masses, de reprendre un à un leurs acquis. Mais ses partis sont eux-mêmes en crise: elle doit avoir recours aux directions des organisations ouvrières traditionnelles de la classe ouvrière (partis et syndicats). Cependant, ces organisations sont elles-mêmes en crise, leur dégénérescence s'approfondit et distend leurs liens avec les masses.

De temps à autre se produisent d'importants mouvements spontanés, mais qui ne débouchent pas, faute de disposer d'une orientation et des organisations politiques nécessaires.

De cette situation ne se sont pas encore dégagées les forces et les formes indispensables au regroupement du prolétariat sur l'axe de la révolution prolétarienne. En sachant que cela peut encore durer, il s'agit de concourir à ce qu'elles se dégagent et que ce regroupement s'engage. C'est cela aujourd'hui combattre pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Le 2 janvier 1999

Déclaration du Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire,

A bas la nouvelle agression impérialiste contre l'Irak et contre les peuples du Moyen-Orient !

LES BARBARES

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, les Etats-Unis assistés de leurs lieutenants britanniques ont commencé des bombardements massifs contre l'Irak et lancé en une nuit autant de missiles que pendant toute la guerre d'agression qu'ils ont dirigée il y a sept ans. L'impérialisme américain renforce ainsi avec sauvagerie son étreinte de fer sur l'ensemble de la région. Fait nouveau: il a décidé désormais de s'affranchir de la formalité administrative qu'est l'autorisation du conseil de sécurité de l'ONU.

Le prétexte à l'intervention est que la mission de l'ONU chargée de contrôler le désarmement de l'Irak (UNSCOM) n'a pas eu accès à quelques recoins du pays. A en croire la presse, le rapport de cette mission aurait comme logique: "*la preuve que les Irakiens avaient quelque chose à cacher est que l'Unscom n'a rien trouvé.*"

En somme, bien que le gouvernement de S.Hussein ait déjà accepté un régime de "fouille au corps" de l'Irak qui est une véritable humiliation pour ce pays, ramené ainsi au rang de semi-colonie, bien que l'embargo imposé depuis 1991 par les USA, mais aussi la France, ait déjà provoqué la mort de centaines de milliers d'Irakiens, en particulier les enfants, ce n'était donc pas assez.
Les nouveaux raids des Etats-Unis signifient qu'ils refusent toute restriction, même minime, à leur "droit" à opprimer, spolier l'Irak et les autres pays dominés de la planète (ils ont récemment attaqué le Soudan et l'Afghanistan).

Le caractère du régime de Saddam Hussein n'est qu'un prétexte, alors que les USA soutiennent les pétro-monarchies du Golfe qui appliquent la "charia", arment aux côtés du Pakistan les milices intégristes des "Talibans".

AU PREMIER RANG DES COMPLICES : L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Cette nouvelle agression contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient a reçu l'aval de Chirac et du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli, mais aussi quelques récriminations de leur part. C'est que ces gens-là auraient voulu être "consultés", dans le respect des règles de savoir-vivre du "droit international". De telles plaintes ne peuvent engendrer que le mépris le plus profond.
La France, ou encore l'Allemagne, "*déplorent*", tel est le terme employé par le gouvernement, leur impuissance à s'opposer aux desiderata de l'impérialisme américain. Ils "*déplorent*" le fait que le commerce avec l'Irak (dont les ressources pétrolières sont considérables) leur est quasiment interdit par l'impérialisme américain, alors que l'Irak était leur meilleur client dans la région avant la "guerre du Golfe". Ils " *déplorent* " l'humiliation que leur infligent sans réplique les Etats-Unis en réaffirmant leur statut de seule puissance mondiale, leur prédominance.

C'est déjà pour cette raison qu'en 1991, l'impérialisme français s'était aligné derrière les Etats-Unis, et avait participé, petitement, à la guerre d'écrasement de l'Irak, que les gouvernements successifs de la V° République ont respecté l'embargo criminel qui frappe la population irakienne, que les troupes françaises participent à l'étau militaire impérialiste qui entoure l'Irak.

Oui, les "regrets" des Chirac et du gouvernement de la "gauche plurielle" sont des larmes de crocodiles. Elles sont versées par les mêmes qui, en particulier dans ce qui reste de leur "pré carré" africain mènent une politique de type colonial, ceux qui ont notamment soutenu et formé les auteurs des massacres de masse de 1994 au Rwanda, pour y garder une influence prépondérante (ce que même la commission d'enquête parlementaire dirigée pourtant par un ancien ministre de la Défense, P.Quilès, n'a pu cacher).

CONTRE L'INTERVENTION MILITAIRE, POUR LE DROIT A L'AUTODETERMINATION DES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT, RETRAIT DE TOUTES LES FORCES IMPERIALISTES DU MOYEN-ORIENT

Les dirigeants du PS et du PCF ont demandé en chœur l'arrêt des raids américains. Mais il ne coûte pas grand-chose de critiquer la politique des Etats-Unis alors que PS et PCF, comme les appareils qui leurs sont liés et qui dirigent les organisations syndicales, soutiennent le gouvernement dirigé par Jospin, gouvernement qui, tandis qu'il combat pour détruire les acquis des travailleurs en France respecte l'embargo sur l'Irak. Que voilà de bons serviteurs de la "France" et de sa politique étrangère, comme ils le sont de sa politique intérieure!
La seule politique conforme à la défense des peuples opprimés, c'est de se prononcer inconditionnellement pour la défense de l'Irak, de combattre pour le front unique des organisations ouvrières, partis (PS, PCF) et syndicats (CGT, FO, FSU, FEN, UNEF-ID, UNEF-se), pour qu'ils se prononcent:

- **Arrêt immédiat des raids contre l'Irak**
- **Retrait de toutes les forces armées impérialistes du Moyen-Orient,**

Ce qui signifie en France de combattre pour:

- **Retrait immédiat et sans condition des forces armées françaises du Moyen-Orient**
- **Dénonciation et arrêt immédiat de l'embargo contre l'Irak. A bas les résolutions de l'ONU!**

Mais, il faut le dire, cela nécessite qu'ils rompent sans appel avec le gouvernement à la solde du capitalisme français que dirige Jospin.

Paris, le 19 décembre 1998

Les dirigeants des syndicats de l'enseignement public ont empêché la jonction des lycéens et des enseignants contre le gouvernement et sa politique

Par centaines de milliers

Dans un mouvement spontané, massif, les lycéens au mois d'octobre ont objectivement mis en cause la politique du gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli. La création de postes d'enseignants, la baisse des effectifs par classe, l'enseignement partout de toutes les options, l'attribution aux établissements scolaires des moyens nécessaires à des conditions d'études décentes, ces revendications légitimes entrent en contradiction avec les mesures inscrites dans le budget 1999 pour l'enseignement, entrent en contradiction avec la " réforme des lycées ", avec toute la politique du gouvernement.

Que ces centaines de milliers de jeunes aient eu la force de s'engager témoigne sans aucun doute de processus à l'œuvre dans toute la jeunesse et dans la population laborieuse, qui a soutenu le mouvement des lycéens. Mais, à cause de l'appui éhonté des directions syndicales enseignantes au gouvernement, le protégeant sans cesse, accompagnant sa politique et la faisant passer, ce mouvement n'a pas été victorieux. Aussi, il faut tirer les enseignements de cette bataille pour préparer les suivantes.

Le gouvernement maintien le cap

Tandis que les manifestations et les grèves de lycéens, parties du sud de la France, s'étendent et enflent en un mouvement national, le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli ose affirmer que c'est là un soutien à sa politique, une pression pour accélérer sa mise en œuvre. Cette escroquerie vise à désamorcer le mouvement, à le déclarer sans objet.
Et si cela s'avérait impossible, il s'agit de l'instrumentaliser en bélier contre le cadre national des programmes du second degré, des statuts des enseignants, des diplômes et des qualifications, et en premier lieu pour faire passer la "réforme" des lycées qui concourt à ces objectifs.

" J'écoute ce mouvement et je suis souvent en phase avec ce qu'expriment les lycéens. Ce qu'ils disent aujourd'hui est du même ordre que ce qu'ils ont exprimé lors de la consultation conduite par P. Meirieu. (...) La réforme des lycées était une urgence, je l'ai devancée et elle se mettra en place. " (Allègre au *Monde*, 11 octobre)

Grâce à l'appui des dirigeants des syndicats de l'enseignement public qui ont paralysé les enseignants, le gouvernement a imposé la baisse des salaires des professeurs du second degré, lancé la " Charte " contre l'école primaire (voir *CPS* n°75). Comme les directions syndicales poursuivent leur collaboration active et ouverte avec lui, il entend tirer parti de ses succès à la rentrée et applique son programme, en tous points conforme aux intérêts de la bourgeoisie française.
Ainsi, les représentants de toutes les centrales syndicales, dont la FEN et la FSU, siègent à la première des six réunions de " *concertation pour parvenir à un diagnostic partagé* " sur l'avenir des retraites (L. Jospin, *Le Monde*, 9 octobre).

Le 15 octobre, alors même que 500 000 lycéens manifestent partout en France, sont promulgués les décrets disloquant le mouvement des nominations des enseignants du secondaire. C'est un coup sévère contre les statuts nationaux, la voie vers le recrutement local des enseignants.

Ces décrets réalisent une première application de la " réforme " des lycées et le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli se sent la force de passer à l'étape suivante de sa mise en œuvre. Il trouve au PCF des relais enthousiastes :

" L'effort d'éducation (est rendu) *encore plus prioritaire. Cela n'a pas échappé au gouvernement, qui a avancé les pistes d'une réforme et consulté les lycéens à ce sujet au printemps dernier. (...) La révision des programmes et le recrutement d'enseignants contractuels d'ici à la Toussaint, c'est bien. Mais ce n'est pas assez. "*

(*L'Humanité*, 13 octobre)

La " réforme " des lycées organise la diminution des heures d'enseignement dans toutes les matières et toutes les filières, le budget 99 la cadre. Donc, la satisfaction des revendications des lycéens exige le retrait de la " réforme " des lycées, le rejet du budget.
Pour les obtenir, la jonction des lycéens avec les enseignants était indispensable: elle dépendait expressément de la réalisation du Front Unique des syndicats de la FSU, de la FEN, de la CGT, de FO, rompant avec le gouvernement, organisant le combat pour arracher le rejet du budget de l'Education nationale, le rejet de la " réforme " des lycées.

Les grandes manœuvres

Or, une occasion s'offrait d'opérer cette jonction, puisque le gouvernement présentait à l'Assemblée, le 21 octobre, son projet de budget de l'Education nationale, concentré de sa politique. La revendication : "À bas le projet de budget de l'Education nationale !" contenait toutes les autres, en particulier celle du retrait de la "réforme" des lycées. Elle pouvait centraliser le mouvement des lycéens qui réclamaient des postes, des moyens, et lui donner un débouché.
Elle répondait également à l'aspiration des enseignants à engager le combat contre le gouvernement et sa politique, pour bloquer l'offensive qu'il déchaîne contre les personnels.

Les directions des syndicats enseignants de la FSU (le SNES au premier chef), de la FEN, de FO et de la CGT avaient la responsabilité d'appeler les enseignants et les lycéens à manifester à l'Assemblée, le jour du vote, pour imposer aux députés PS et PCF le rejet du projet de budget de la baisse des salaires, de zéro création de poste d'enseignant, de la diminution des crédits de remplacement des professeurs, de la suppression de milliers de postes aux concours de recrutement, de la liquidation de 3 300 postes de surveillants, de la multiplication des emplois-jeunes, de la mise en place de la " réforme " des lycées.

Parce qu'ils protègent le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli, bureaucrates adultes et jeunes bureaucrates s'y sont refusés; ils se sont au contraire disposés pour interdire que les enseignants fassent irruption. Ils ont organisé l'isolement des lycéens.

En septembre, le SNES, le SNEP, le SNUIPP (FSU), le SE (FEN), l'UNSEN (CGT), flanqués du SGEN (CFDT) et du SNCL-FAEN, avaient décidé une " journée d'action " pour le 20 octobre, dont voici l'alléchant descriptif :

" Initiatives dans chaque établissement, organisation commune d'heures d'informations syndicales, forums, assemblées générales et actions de refus des heures supplémentaires qui peuvent aller jusqu'à la grève d'une journée. Au niveau national, les organisations syndicales font une demande d'audience auprès du ministre de l'Education nationale pour présenter la plate-forme commune. Elles demanderont à être reçues par l'ensemble des groupes parlementaires pendant la période du débat du budget de l'Education nationale. "

En clair : que les enseignants restent dans leurs établissements pour faire même, si ça leur chante ... "la grève (locale) d'une journée"; que jamais le gouvernement ne soit désigné pour ce qu'il est, l'ennemi à vaincre; que PS et PCF puissent tranquillement voter le budget préparé par le gouvernement bourgeois qu'ils soutiennent.

Parce que le mouvement des lycéens pouvait constituer un formidable appel d'air pour les enseignants, et pour empêcher qu'il trouve le chemin de l'Assemblée nationale, l'étouffoir du 20 octobre est ressorti du placard.

Autoproclamée " coordination " lycéenne et reçue par Allègre à la fin de la manifestation parisienne du 15 octobre, la FIDL s'empresse de s'y associer :

" 'Le budget de l'éducation sera voté mercredi 21. Ce jour-là, nous rencontrerons le ministre sur la démocratisation de la vie au lycée', précise Loubna Méliane, avant de déclarer que la FIDL appelle à la journée de manifestations du mardi 20 octobre. " (*Le Monde*, 17 octobre)

Un appel à cette même journée pare-feu sort également de la deuxième " coordination ", qui se réunit à Jussieu le 15 octobre (*Libération*, 16 octobre).

Dans un communiqué, la direction du SNES appelle les enseignants " *à être avec leurs élèves selon les modalités qu'ils définiront eux-mêmes : manifestations, débrayages, etc.* ". M. Vuaillat précise :

" C'est une indication que nous donnons aux collègues, mais c'est à eux de prendre la décision. " (*Le Monde*, 18 et 19 octobre)

Décidément, quand les bureaucrates font mine de " laisser la base décider ", c'est qu'ils l'ont déjà ficelée bien serré : atomisation établissement par établissement, morcellement en manifestations locales, la veille du vote du budget de l'Education nationale, négation de l'appel à la grève générale de l'enseignement public, à la manifestation nationale à l'Assemblée le jour du vote pour dicter au PS et au PCF le rejet du budget et la satisfaction des revendications.

Quant au SE-FEN, il tente de maquiller son action constante de protection du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli en... " *respect du mouvement des lycéens* ":

" Nombre de revendications étant convergentes, le syndicat a soutenu les mouvements lycéens. Il a relayé leurs demandes et, quand il était sollicité, leur a apporté l'aide nécessaire. Mais, pour ne pas dénaturer leur action, il a refusé d'appeler les enseignants à la grève. "
(*L'Enseignant*, n°9 novembre 98)

Deux "*coordinations*" contre le comité central de la grève des lycées

Dés que le mouvement des lycéens a pris corps, les partis et les organisations politiques qui soutiennent le gouvernement ont travaillé à le chapeauter, pour qu'il échoue.

Le 14 octobre, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), rejeton du PS, fabrique de toutes pièces une prétendue coordination, avec l'aide de l'UNEF-ID. Elle désigne une délégation baptisée 'représentative', chargée de rencontrer Allègre, à la fin de la manifestation du lendemain. Ses jeunes membres sont déjà de vieux routiers de la participation-collaboration avec le gouvernement : ainsi L. Méliane siège au Conseil supérieur de l'éducation.

" Elle reste convaincue que la consultation Meirieu sur les lycées allait dans le bon sens. La plupart des délégués de la FIDL sont élus dans les comités nationaux ou académiques de la vie lycéenne et, à ce titre, ont participé activement à la consultation Meirieu au printemps. "
(*Le Monde*, 16 octobre)

La FIDL essaie d'enfermer le combat des lycéens dans le " dialogue " avec le gouvernement qu'elle protège, pour lui interdire de l'affronter et de le vaincre. On peut lire dans ce même numéro du *Monde* :

" Dans le hall qui mène aux bureaux ministériels, les grands frères étudiants de l'UNEF-ID, font les cent pas. Venus soutenir leurs cadets, ils se montrent optimistes sur la suite de la négociation et sur la capacité de la FIDL à canaliser le mouvement. "

Le 15 octobre, à Jussieu, se réunissaient 200 lycéens, qui dénonçaient ces manœuvres de la FIDL, sa prétention à représenter le mouvement et à le diriger. Ils formaient une deuxième " coordination " ; il y en aura bientôt une troisième, autour des lycéens de Bordeaux et d'autres villes, refusant de

rallier la n°1 parce que tenue par le PS, et la n°2, version " gauche plurielle ".
À Jussieu donc, au soir des imposantes manifestations dans 349 villes de France, militants des JC, de la LCR, de LO, du PT ou de la CNT commençaient leur assemblée par ..." *une minute de silence pour la casse*" (*Libération*, 16 octobre) et la finissaient par l'appel à la journée d'action du 20... Représentants conformes de la " gauche plurielle ", ils n'ouvraient donc aucune perspective aux lycéens mobilisés.

Une fois encore a manqué une organisation révolutionnaire de la jeunesse, qui aurait combattu sur l'orientation : À bas le budget le l'Education nationale ! Retrait de la " réforme " des lycées ! Pour obtenir satisfaction, grève générale des lycées ! Pour la réaliser, partout, assemblées générales et élections de délégués contrôlés par les grévistes ; constitution des comités de grève, se centralisant en une coordination nationale, véritable direction de la grève, s'adressant aux directions syndicales de la FSU, de la FEN, de FO, de la CGT, pour qu'elles appellent les enseignants à la grève générale, à une gigantesque manifestation lycéens-enseignants le 21 octobre à l'Assemblée nationale.

Le " plan d'action immédiat pour l'avenir des lycées "

À cause du concassage sciemment organisé par les appareils des syndicats en protection du gouvernement, la veille de la présentation du budget, 280 000 lycéens manifestent le 20 octobre, sans perspective, ville par ville, souvent encadrés par la police et les bureaucrates. Le lendemain, Allègre déclare :

" Après la consultation Meirieu et le succès du colloque de Lyon, après le débat devant les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, les lycéens ont dit clairement qu'ils voulaient que la réforme des lycées se mette en place au plus vite. "

C'est le préambule du " texte remis le 21 octobre par le ministre de l'Education nationale aux organisations lycéennes et aux organisations syndicales " (L'US n°477, 24 octobre). Il établit que le gouvernement n'a pas bougé d'un iota : le ministre annonce...la poursuite de toute sa politique, contre la satisfaction des revendications des lycéens, à savoir: aucune création de poste d'enseignant (les 3 300 qu'il affiche sont, au budget, la régularisation de personnels déjà en poste en 97); mise à la disposition des établissements de 1 000 appelés du contingent " *destinés à accomplir des missions d'animation et de surveillance* " ; réaffirmation de la suppression de milliers d'heures d'enseignement (l'allégement des programmes et des emplois du temps prévus par la "réforme des lycées" qui est accélérée) ; emprunt de 4 milliards de francs à taux zéro consenti aux conseils régionaux, les lycéens attendront les locaux qui manquent; enfin relance tous azimuts de la participation-cogestion, au travers de la création de "conseils de la vie lycéenne".

De plus, ce plan engage la liquidation du statut des surveillants: tandis que 10 000 nouveaux emplois-jeunes entrent dans les lycées, où jusqu'ici ils n'étaient pas encore arrivés, 3 000 surveillants sont recrutés, à mi-temps et donc à demi-salaire, à la condition qu'ils préparent des concours. Objectif annoncé: qu'ils puissent remplacer les enseignants absents! Au lieu et place du rétablissement des 3 300 postes supprimés de MI-SE, c'est bien la liquidation de leur statut.

Le mouvement phagocyté

La FIDL, reçue le 21 par Allègre, confirme son allégeance. La coordination n°2 (appelée CIL) adopte ce jour-là une plate-forme (voir *Le Monde* du 24 octobre) qui n'exige pas le retrait du plan qu'Allègre vient de présenter au nom du gouvernement. Elle confirme ce refus de l'affronter par sa demande d'une " *augmentation très nette du budget de l'Education nationale* " : le CIL déclare qu'il faut amender ce qui ne l'est pas, qu'il faut faire pression sur le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet – Zuccarelli, qu'il faut financer d'avantage sa politique.

Cette orientation vise à impuissanter les lycéens, c'est une " opposition " constructive, du même genre que celle que pratique quotidiennement le PCF. On en trouve une autre mouture à la direction du SNES (syndicat majoritaire chez les enseignants du secondaire) qui commente ainsi le plan gouvernemental :

" À l'exception des lycées professionnels aucune concertation n'est annoncée. Le ministre semble rompre de fait les quelques discussions engagées et confirme ainsi le mépris dans lequel il tient les personnels du second degré et les représentants qu'ils se sont donnés. Les forums doivent être le moyen d'instaurer le dialogue réel sur le terrain et de renforcer les convergences avec les parents et les jeunes. " (*L'US*, 24 octobre)

Pas de rejet clair et net, aucun appel aux enseignants pour bloquer l'offensive brutale que représente le " plan d'action lycées ", refus de rompre avec le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli, telle est l'orientation traître des responsables syndicaux qui réclament toujours plus de " concertation ".

La voie lui paraissant ainsi dégagée, dans la nuit du 21 au 22 octobre, le gouvernement fait passer sans encombre son projet de budget de l'Education nationale. Trois jours plus tard, le PS tient colloque sur " l'école de l'égalité ". Echo de la mobilisation lycéenne, de la volonté de combattre des enseignants, Allègre y est sifflé. Mais le PS n'en apporte pas moins son soutien à l'agression généralisée contre les personnels de l'enseignement public et le droit aux études, en usant du vieux principe du fusible :

" Dissiper le malentendu, voire le malaise, créé par le mois d'agitation dans les lycées, tel était le leitmotiv de ces deux jours de travaux. Pourtant le colloque avait commencé dans une ambiance électrique, avec l'intervention du ministre de l'éducation nationale, fustigeant le 'corporatisme' des enseignants, considéré comme le principal obstacle à toute réforme du système éducatif. " (*Le Monde*, 27 octobre)

Le 29 octobre, sont publiés au *B.O.* les " *aménagements* ", en clair les réductions, des programmes des lycées. Pour en mesurer l'ampleur, il suffit de

savoir qu'en classe de terminale S, cela correspond à la suppression de six à sept semaines de cours. Ces "*allégements*" anticipent la contre-réforme des lycées :

" L'application des nouveaux horaires élève associée à la suppression des modules permettrait l'économie de plus de 12 000 emplois sans toucher aux autres dédoublements, 26 000 sans aucun dédoublement. "

(*L'US*, 7 novembre)

Pendant les congés de Toussaint, plusieurs réunions des " coordinations " ont lieu, dont deux communes, ce qui au passage démontre qu'aucun de ces regroupements ne peut prétendre s'affirmer comme étant "la" représentation que les lycéens, reconnaîtraient comme leur, au contraire de ce que représentait la coordination étudiante en novembre-décembre 1986.

Comme la politique traître des directions syndicales, des forces politiques qui vertèbrent la FIDL et le CIL, a déjà asphyxié le mouvement lycéen, elles se partagent le travail de bousille. À la rentrée des vacances, le mouvement est liquidé. La " journée d'action " du 5 novembre en est l'enterrement, 30 000 lycéens manifestent dans plusieurs villes ; à Paris, il y a plus de policiers que de manifestants.

En reprenant les termes mêmes du ministre, dans son numéro du 7 novembre, *L'US* proclame à sa manière que le gouvernement vient de marquer un point supplémentaire :

" Oui, le SNES veut des réformes
Pour une nouvelle définition des services "

Les dirigeants du SNES, qui portent une responsabilité majeure dans l'échec du mouvement des lycéens, disent au gouvernement: *Allez-y !* Aux enseignants : *Le syndicat fera défaut !*

Les coudées franches

Le gouvernement, qui a réchappé à la mobilisation des lycéens, intensifie l'application de sa politique au service du capital.

Il maintient la baisse des salaires des enseignants, par la réduction des indemnités des titulaires remplaçants du primaire, envisagée en juin et décidée maintenant :

" À la rentrée 99, l'ISSR ne sera plus versée les mercredis et dimanches. Pour les longs remplacements, seules les missions débutant depuis le 1er octobre y ouvriraient droit. Le SE est en complet désaccord. (...) *La profession apprécie pourtant de manière contrastée la forme actuelle de l'ISSR. Une clarification s'impose.* (...) *Nous voulons qu'une négociation particulière soit ouverte sur ce dossier. "* (*L'Enseignant*, novembre 98)

Bas les pattes ! Paiement intégral des indemnités ! Aucune baisse de salaire ! Abrogation du décret du 7 août l'instituant dans le secondaire et des circulaires la préparant dans le primaire! Voilà les mots d'ordre de défense des enseignants, ceux que le SE-FEN refuse de mettre en avant, prônant au contraire la " *négociation* " avec le gouvernement, l'assurant en fait de sa capitulation.

Le 17 novembre, le ministère publie la liste des postes offerts aux concours externes et internes de recrutement dans l'Education nationale : moins 12%, moins 2 901 postes. C'est une gifle aux lycéens, dont la première des revendications est la création des postes d'enseignants. C'est un coup dur pour les étudiants qui préparent ces concours, dans des conditions encore aggravées par la destruction du statut des MI-SE que contient le " plan d'action pour l'avenir des lycées ".

Dans tous les secteurs, des " expérimentations " travaillent à éclater le cadre national de l'enseignement public, les statuts des personnels et les acquis qui y sont rattachés. Ainsi, quatre académies (Versailles, Lille, Bordeaux, Pays de Loire) testent *" des bassins de formation, pour mettre en cohérence écoles, collèges et lycées d'un même secteur et préparer la déconcentration du mouvement des enseignants du second degré. "* L'inspecteur de l'académie Pays de Loire explique :

" Leur objectif est de mutualiser les ressources pour optimiser les moyens. Cela permettrait par exemple de titulariser sur deux établissements des enseignants (...) *On peut aussi imaginer pour l'entretien des établissements, des équipes mobiles d'ouvriers professionnels. "* (*Ouest France*, 25 novembre)

Le 26 novembre, Royal décline les mesures de mise en œuvre de la " *relance de la politique d'éducation prioritaire* " : redécoupage et révision de la carte des ZEP, création de REP (réseaux d'éducation prioritaire), c'est à dire de ZEP avec moins de moyens, dans lesquelles ne seront plus versées d'indemnités aux enseignants ; signature par les écoles d'un " *contrat de réussite* " intégrant un " *contrat éducatif local* ". C'est le cadre national de l'enseignement primaire qui volerait en éclats, c'est un boulevard ouvert aux pressions d'associations, de mairies et autres. Le *contrat éducatif local* trouve tout son sens avec la " charte pour l'école du XXIème siècle " qui se fixe de bouleverser les programmes, les rythmes scolaires, le métier d'enseignant (voir *CPS* n°75).

Face à ce déferlement, les dirigeants des syndicats de l'enseignement public rivalisent de couardise et d'imagination pour laisser les mains libres au gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli qu'ils soutiennent :

" Après l'encéphalogramme plat de l'ère Bayrou, c'est désormais le bouillonnement permanent et le foisonnement de chantiers en tous genres. De bons principes et objectifs louables, mais une démarche déconcertante. Les ministres peuvent se ressaisir. "

(*La Lettre de l'Enseignant*, n°5)

" Nous lançons également (après des " forums " et un questionnaire SOFRES) *un 'manifeste pour la qualité pour tous' que nous proposons à la signature de personnalités du monde associatif, culturel, universitaire, syndical et qui devrait être la base d'une grande pétition nationale. D'ici les congés de Noël, poursuite des initiatives locales et, à compter de la rentrée de janvier, une 'opération gel' sera systématisée* (...) *gel des notes, gel du bénévolat, gel des effectifs et des heures supplémentaires. "*

(*L'US*, 21 novembre)

Les enseignants, les personnels, cherchent à bloquer l'offensive gouvernementale

La mobilisation massive des MI-SE (étudiants-surveillants) pour défendre leur statut (voir dans ce numéro de CPS), celles des enseignants des classes préparatoires, d'écoles de ZEP en témoigne: ce n'est pas la détermination, la volonté de se mobiliser qui fait défaut chez les personnels de l'enseignement public.

Pèse sur eux l'orientation de capitulation des dirigeants syndicaux, qui les privent de l'outil de défense que doit être le syndicat. Pour protéger le gouvernement bourgeois constitué autour du PS et du PCF, auxquels les appareils syndicaux sont étroitement liés, ces derniers alternent le camouflage des attaques, la demande incessante de discussions qui les associent à sa politique et les " journées d'action " à répétition, catégorie par catégorie pour épuiser les personnels.

Encore une fois: imposer la rupture avec le gouvernement

Les revendications des lycéens et des enseignants ne peuvent être satisfaites par le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli, parce que c'est un gouvernement bourgeois, gérant zélé des intérêts des capitalistes.
Pour défendre les enseignants, les personnels, leurs statuts, leurs salaires, le droit à l'instruction, il n'est pas d'autre voie que de combattre ce gouvernement, de le vaincre. Cela exige de s'organiser pour briser l'étroite collaboration des dirigeants des syndicats avec le gouvernement. Se défendre, c'est lutter pour imposer aux dirigeants de la FSU, de la FEN, de FO, de la CGT, et de leurs syndicats, qu'ils rompent avec le gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Voynet - Zuccarelli. Avec détermination, les militants qui combattent pour le socialisme doivent exposer quelle orientation est à même de conduire les enseignants à le battre :

Imposer aux dirigeants qu'ils se prononcent pour le rétablissement du mouvement national des nominations des enseignants du secondaire, la défense du statut des MI-SE, le rejet de la " réforme " des lycées, de " la charte " des écoles, qu'ils appellent au boycott de toutes les " expérimentations ", qu'ils boycottent toutes les réunions de concertation organisées par le gouvernement pour associer les syndicats enseignants à la mise en œuvre de sa politique.

Sur ces bases, il est de leur responsabilité de préparer la grève générale de l'enseignement public, pour défaire le gouvernement.

Le 2 décembre 1998

Additif

Depuis que cet article a été écrit, les enseignants ont pu découvrir, une fois partis en vacances (on n'est jamais trop prudent) la "réconciliation" entre les dirigeants du SNES et le gouvernement, Allègre. En fait de "réconciliation", la direction du SNES "plonge" en soutien à la contre "réforme" des lycées du gouvernement, qui comprend toujours la diminution massive des horaires, la dénaturation du métier d'enseignant, qui contient toujours d'importantes attaques contre les statuts (en particulier une part importante du service sera définie au niveau de l'établissement).
CPS aura l'occasion d'y revenir, mais il faut d'ores et déjà affirmer que ces événements confirment entièrement l'analyse contenue dans le présent article.

Le 26 décembre 1998

Les militants interviennent et informent CPS

Etudiants/Surveillants

Motion adoptée par l'assemblée générale des MI/SE de l'académie de Clermont-Ferrand (le 19/11/98)

"L'assemblée générale des surveillants de l'académie de Clermont-Ferrand, réunie le 19 novembre, s'adresse aux dirigeants des syndicats enseignants, du SNES, du SE-FEN, du SNFOLC et de sud-éducation:
Pour la défense des postes de surveillants, pour la défense du statut des MI/SE, vous devez vous prononcer clairement: AUCUNE SUPPRESSION DE POSTES, RETRAITDU "PLAN POUR LES LYCÉES", DÉFENSE INCONDITIONNELLE DU STATUT! Ce qui signifie aujourd'hui: REFUSEZ DE PARTICIPER À TOUTE DISCUSSION SUR LE PLAN DE LIQUIDATION DES MI/SE DU GOUVERNEMENT !" (72 voix pour, 15 contre)

Cette motion a été envoyée, sous forme d'un appel à faire signer, dans tous les établissements de l'académie de Clermont-Ferrand. Elle a recueilli 400 signatures au 19 décembre.
Le 25 novembre, les surveillants réunis à Toulouse reprenaient l'appel de Clermont-Ferrand:

"L'assemblée générale des MI/SE de Midi-Pyrénées, réunie le 25 novembre 98, reprend à son compte l'appel de l'AG des surveillants de Clermont-Ferrand du 19 novembre:
L'assemblée générale des surveillants de Midi-Pyrénées s'adresse aux dirigeants des syndicats enseignants, du SNES, du SE-FEN, du SN FOLC et de sud-éducation:
pour la défense des postes de surveillants, pour la défense du statut des MI/SE: vous devez vous prononcer clairement: aucune suppression de postes, retrait du "plan pour les lycées", défense inconditionnelle du statut!
Ce qui signifie aujourd'hui: refusez de participer à toute discussion sur le plan du gouvernement de liquidation des MI/SE"
(vote: 28 pour, 0 contre, 2 abstentions)

Déclaration du représentant du courant "Front Unique" diffusée à la CA Nationale du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (FSU) du 13 déc.1998

"DIRIGEANTS DU SNCS : IL EST ENCORE TEMPS DE DEJOUER LA MANOEUVRE DU 14 DECEMBRE

Le projet de décret modifiant le statut du CNRS est le préambule d'une attaque plus large qui vise les statuts des travailleurs de la recherche publique et, en premier lieu, celui de chercheur à temps plein. Ce projet de décret n'est pas négociable.
Tous les personnels de la recherche, toutes catégories confondues, l'ont compris : pour bloquer cette offensive : il faut obtenir le retrait du projet de décret du CNRS. Ils ont clairement indiquer leur volonté d'obtenir satisfaction à chaque fois que cela était possible : par des assemblées générales massives dès que les projets ont été connus, par des milliers de manifestants le 5 Novembre. Le 3 décembre encore 2000 chercheurs ont manifesté à Paris.
Les échéances approchent : le gouvernement maintient toujours son objectif de signer ce décret fin 98.

Mais aujourd'hui un véritable contre-feu a été dressé face à la mobilisation des personnels de la recherche publique : la séance plénière du CN qui doit se réunir le 14/12. Des moyens impressionnants sont investis pour la réussite de cette opération (5 pages dans Libé le 8/12, un site internet, la logistique du CNRS ...) avec le soutien actif des dirigeants de tous les syndicats de la recherche publique. Au fil des jours sa fonction s'affiche ouvertement : donner le change au gouvernement, lui servir de caution dans son attaque contre la recherche publique :
Le 22/10 les présidents de section annoncent qu'il refusent le projet de décret parce qu'il n'y a eu aucune concertation et demandent au gouvernement d'être consultés sur toute les " réformes " qu'il projette.
le 3 novembre, alors que C. Allègre vient d'annoncer par la voix de Brezin que le projet est gelé et que les " consultations sont ouvertes " (CA du CNRS du 29/10), les présidents de section convoquent la session plénière du CN pour le 14 décembre.
Des forums sont mis en place, des questionnaires sont élaborés en conformité totale avec tous les objectifs du gouvernement contre la recherche et les personnels. Le 4 décembre *Libération* annonce que LE MINISTRE A ETE INVITE AU 14 DECEMBRE ET QU' IL POURRAIT MEME FAIRE LE DISCOURS DE CLOTURE (sic!)

Aucun doute n'est possible la défense des personnels de la recherche, la satisfaction de leur revendication l'exige : Il faut déjouer la manœuvre du 14/12. Dirigeants du SNCS, il est encore temps :
Rompez tout soutien au gouvernement,
Prononcez-vous pour le front unique de toutes les organisations syndicales de la recherche publique :
pour EXIGER LE RETRAIT INTÉGRAL DU PROJET DE DÉCRET CONTRE LE CNRS,
BOYCOTTEZ TOUTES " NÉGOCIATIONS" ET TOUTES RÉUNIONS DE " CONCERTATION " SUR CE PROJET :
Pas un seul représentant des organisations syndicales des personnels de la recherche
lors de la séance plénière du Comité National du 14 décembre 1998 !
Appelez à la grève générale des personnels de la recherche publique !

La CA réunie ici peut encore, en cette ultime journée, arrêter net le processus engagé qui aboutit droit à la signature du décret. Dirigeants du SNCS, décider de maintenir votre soutien total à la manœuvre du 14 /12 signifie que, si le gouvernement signe son décret, VOUS EN PORTEREZ LA TOTALE RESPONSABILITE.

Déroulement de la CA du SNCS du 13/12 :

Pour la direction du syndicat, l'ordre du jour de la CA devait se caler sur celui de la journée du 14/12. Il s'agissait donc d'entériner sans discussion la participation au 14/12. De ce fait, la motion préparée par le représentant FU n'a pu être soumise au vote. Cette CA qui avait été déplacée pour se tenir la veille de la séance plénière du CN, devait réunir les 40 membres de la CA et tous les élus du SNCS au CN. Sur la base de cet ordre du jour, elle n'a rassemblé qu'une quinzaine de participants !

Voici la motion que le courant FU comptait soumettre à la CA :
" la CA du SNCS réunie le 13/12 :
- exige le retrait intégral et immédiat du projet de" décret d'organisation du CNRS " ;
-se prononce pour le boycott de la séance plénière du Comité national du 14/12 ;
- appelle l'ensemble des organisations syndicales des personnels de la recherche à boycotter le CN du 14/12 ;
- appelle tous les personnels de la recherche publique à la grève générale
jusqu'à satisfaction,
s'adresse solennellement à toutes les organisations syndicales des personnels de la recherche publique pour que, dans l'unité, elles appellent et organisent la grève générale jusqu'au retrait du projet de décret "

Supplément à *CPS*: "Recherche publique" du 23/11/98

Pour obtenir le retrait du projet de décret d' "organisation du CNRS ", il faut affronter et vaincre le gouvernement !
La responsabilité des dirigeants de tous les syndicats des personnels de la recherche publique (SNCS-FSU, syndicats affiliés à la CGT, FO et la FEN), c'est :

ROMPRE AVEC LE GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVENEMENT-VOYNET-ZUCARELLI

EXIGER LE RETRAIT IMMÉDIAT ET SANS CONDITION DU PROJET DE DÉCRET

Aux travailleurs de la recherche de leur imposer :

DE BOYCOTTER TOUTE LES RÉUNIONS DE " CONCERTATION " SUR CES PROJETS :
Pas un seul représentant des organisations syndicales des personnels de la recherche lors de la séance du Comité National du 14 décembre 1998 !

D'APPELER A LA GRÈVE GÉNÉRALE DES PERSONNELS DE LA RECHERCHE POUR OBTENIR SATISFACTION

Le gouvernement donne l'assaut contre les personnels de la recherche publique

Depuis le début du mois d'octobre le gouvernement a lancé son offensive contre la recherche publique avec comme cible principale le statut des personnels et en premier lieu celui de chercheur à temps plein.
Cette politique se concrétise par les projets de décrets du CNRS, de l'INSERM ... et de " *loi sur l'innovation* ". Le projet de décret " *d'organisation*" du CNRS prévoit de transformer littéralement le CNRS en "agence de moyens" suivant le modèle américain. Il prévoit la suppression pure et simple des laboratoires de recherche (unités propres, UMR...), les autres EPST (l'INSERM, l'ORSTOM) devant connaître le même sort.

Ces projets de décrets sont intimement liés au projet de "loi sur l'innovation" qui devrait être présenté à l'Assemblée Nationale en 1999. Ce projet de loi concerne à la fois les EPST et les universités qui deviennent des organismes contractualisés avec l'état et fonctionnant, comme dans le privé, sur des " contrats d'objectifs". Il modifie le statut des établissements publics pour que " *les chercheurs, les ingénieurs de recherche, les enseignants-chercheurs puissent créer des entreprises privées, participer à leur capital* "..., et que les PMI, PME puissent utiliser leurs locaux et leurs moyens. Et surtout cette loi devrait modifier le code du travail pour permettre aux EPST et aux universités de cotiser aux ASSEDIC et ainsi ouvrir la voie à l'embauche massive de contractuels

C. Allègre ne cache pas que l'objectif de ces " réformes " est de forcer la mobilité des chercheurs... hors du CNRS (" *sur les 11000 chercheurs du CNRS, 10 sont partis cette année dans une entreprise* " (*Le Monde* du 10/11/98) et la remise en cause du statut de chercheur à temps plein (ibidem).

Les objectifs du gouvernement sont clairs: démanteler la recherche publique, livrer les chercheurs " performants" aux patrons, en utiliser une autre partie pour l'enseignement supérieur, et condamner au chômage les autres.

Un plan cohérent et préparé de longue date du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli

De février à juillet 98, le gouvernement, par les écrits d'Allègre, dévoile et affine son offensive :" *ma réforme de la recherche* " (fev.98).

Le rapport Guillaume, commandé par 3 ministres, M. Pierret (industrie), D. Strauss-Kahn et C. Allègre (avril), les " assises de l'innovation " (mai), le rapport Attali (juin), le CIRST présidé par L. Jospin (juillet) sont les jalons d'une même politique de liquidation de la recherche publique et du statut des personnels.

Aux Assises de l'innovation, L. Jospin a lui-même défini le cadre de ces attaques : " *la recherche n'est plus adaptée à une économie mondialisée dans laquelle le marché a pris une part déterminante* "; il convient donc de " *rapprocher les cultures de la recherche publique et de l'entreprise privée...afin de mieux répondre aux besoins des entreprises* ".

Et L. Jospin de préciser au CIRST: " *Il est d'abord nécessaire de lever les obstacles réglementaires et législatifs qui freinent aujourd'hui cette mobilité* "

Le gouvernement: un gérant loyal du capitalisme français

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli est au service du capitalisme français dont il gère les intérêts le plus loyalement possible. Depuis juin 1997, il a fait adopter et mis en application la loi dite des " emplois-jeunes", la loi Chevènement, la loi dite " des 35 heures" . Il poursuit les privatisations, le plan Juppé, et se prépare à installer les fonds de pension.

Il a baissé par décret le salaire réel des enseignants du second degré et mène sa "réforme" des lycées, qui réduit massivement les heures d'enseignement, en introduisant les " emplois-jeunes" précaires au lieu des postes statutaires que les lycéens ont revendiqués en manifestant par centaines de milliers.

A l'université, il prépare l'application du rapport Attali et du plan " U3M " qui visent à " professionnaliser" les études et à casser le cadre national de l'enseignement supérieur public (autonomie des universités propriétaires de leurs locaux recrutement et gestion locale de tous les personnels....)
C'est dans ce cadre que s'inscrivent les projets de décrets et de loi concernant la recherche publique.

Le 20 octobre 1998, Allègre a présenté au nom du gouvernement le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'Assemblée Nationale. Il a déclaré: "*Tant qu'il n'y aura pas plus de transfert vers l'industrie, je ne plaiderai pas la recherche comme priorité nationale*".

Liquider la recherche publique au profit du patronat, c'est cela, véritablement le programme du gouvernement.

Ce que veulent les personnels de la recherche publique

Ces projets sont unanimement rejetés par les personnels, toutes catégories confondues. Dès la publication du projet de décret du CNRS début Octobre, des dizaines d'assemblée générales se sont tenues, rassemblant des milliers de chercheurs ITA, doctorants, enseignants-chercheurs.

La participation aux manifestations des 4 et 5 Novembre a été massive pour exiger le retrait total et immédiat du projet de décret ! Plus de 2000 manifestants à Paris, 4 à 5000 au total sur toute la France. Tout le démontre l'ensemble des personnels de la recherche est prêt à affronter le gouvernement pour obtenir satisfaction.

Les dirigeants syndicaux refusent de rompre avec le gouvernement ...

Mais à quoi les personnels sont-ils appelés depuis la publication du projet de décret du CNRS le 9 Octobre ?
Un appel intersyndical et national à " *des manifestations dans toutes les villes de France* " pour le 5 Novembre, le suivant c'est pour le ... 3 décembre. Qui peut croire qu'ainsi on peut bloquer l'offensive du gouvernement ?

Alors que les personnels de la recherche cherchent à se mobiliser et que le gouvernement maintient l'intégralité de ses projets, les dirigeants syndicaux continuent à discuter et " négocier " avec lui sur ses projets. Ainsi C. Allègre déclare au *Monde* que " *Les syndicats ont demandé des amendement qui ont été acceptés. La concertation est intense* ".
Et unanimement les directions syndicales s'insurgent contre les déclarations "mensongères" du ministre sur ... les " *intenses concertations* " (communiqué de presse du 12/11/98), car, pour elles, il s'agit d'intensifier la concertation pour apporter d'autres amendements aux projets de décret du gouvernement!

De même, ils tentent de dévoyer la mobilisation en propulsant et soutenant l'initiative des présidents des sections du Comité National d'organiser une " session plénière " le 14 décembre. Le sens de cette initiative est clair: dans une lettre de M. Blanc, président de la section 14 et représentant du SNESUP, à la veille de la première réunion du 22/10, on lit
"nous leur (au ministère et à E.Brézin, Ndlr) demandons de discuter et de négocier avec nous l'ensemble des réformes qu'il a préparées ou a l'intention de proposer".

Il propose en ce sens de constituer " *des groupes de travail*" qui ... correspondent aux 4 forums préparant la session plénière du 14 décembre. Cela n'a rien à voir avec les revendications des personnels dont la première de toutes se concentre sur: retrait pur et simple du projet de décret !
Mais si aujourd'hui les personnels sont face à cette attaque sans précédent, c'est parce que depuis des mois les dirigeants syndicaux participent à la préparation de ces " réformes".

... Ils ont participé à la préparation de ces projets

Les comptes-rendus du Conseil d'Administration du 10 octobre sont implacables : tous les dirigeants syndicaux acceptent le projet de décret ou s'apprêtent à le cautionner. "
Le projet de décret qui nous est proposé... contient des évolutions que nous avions demandées, certaines depuis longtemps "(CFDT); " *le décret organique doit améliorer son fonctionnement sans en changer les missions... devons-nous rédiger un contre-projet...?* "(CGT).

Le représentant du SNCS n'est pas en reste, le 8 Octobre il écrit à E. Brézin : " *je tiens à vous remercier des efforts que vous avez pu faire pour prendre en compte les souhaits de la communauté scientifique... il me semble qu'on pourrait renforcer dés le décret le rôle du CN...* ".
Voilà où conduit la participation au nom de " ne pas s'opposer et de faire des propositions "! C'est cette participation assidue des dirigeants syndicaux qui a conforté et conforte encore l'offensive du gouvernement.

Sur quelle orientation combattre ?

Pour obtenir le retrait du projet de décret d'organisation du CNRS, la responsabilité des dirigeants syndicaux c'est de :
ROMPRE AVEC LE GOUVERNEMENT
et de dresser la force unie des 26000 agents du CNRS contre le gouvernement pour lui infliger une défaite décisive en lui imposant le retrait de son projet de décret.
Obtenir ce retrait c'est le moyen de bloquer l'offensive en cours, d'ouvrir la voie au combat pour le retrait du projet de " loi sur l'innovation ", qui doit être présentée à l'Assemblée nationale en 1999. Pour atteindre cet objectif, les personnels de la recherche doivent s'organiser pour : imposer à leurs dirigeants syndicaux qu'ils rompent tout soutien au gouvernement, qu'ils engagent clairement le combat en EXIGEANT LE RETRAIT IMMÉDIAT ET INTÉGRAL DU PROJET DE DÉCRET, EN BOYCOTTANT TOUTES " NÉGOCIATIONS" ET TOUTES RÉUNIONS DE " CONCERTATION " SUR CE PROJET :
Pas un seul représentant des organisations syndicales des personnels de la recherche lors de la séance plénière du Comité National du 14 décembre 1998!
Appelez à la grève générale des personnels de la recherche publique !

Quelle issue politique ?

Aucune revendication sérieuse ne peut être satisfaite sans combattre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zucarelli et lui infliger une défaite décisive.
Comme pour l'ensemble du prolétariat, pour les travailleurs de la recherche, l'issue, c'est d'exiger du PS et du PCF qu'ils rompent avec le gouvernement, c'est de dicter aux députés PS et PCF, aujourd'hui majoritaires à l'Assemblée nationale, qu'ils chassent Chirac, qu'ils mettent à bas la V° République, qu'ils constituent un gouvernement du PS et du PCF sans représentant de formations bourgeoises, gouvernement dont les travailleurs, les jeunes exigeront la satisfaction de leurs revendications. Mais pour les satisfaire, il faut rompre avec les exigences du capital, s'engager sur la voie de son expropriation, du socialisme, pour organiser la production en fonction des besoins des masses et non plus du profit. Le capitalisme n'offre qu'un avenir de déchéance au prolétariat et à la jeunesse. Il ne peut être " régulé " ou " dépassé ", et ceux qui affirment le contraire, comme le PS et le PCF et d'autres ne cherchent qu'à le défendre. Le PS et le PCF sont irrémédiablement attachés au maintien de l'ordre bourgeoise ; le combat pour en finir avec le capitalisme ne peut être que l'œuvre d'un véritable gouvernement ouvrier. Pour accomplir cette tâche, il est nécessaire de construire un parti ouvrier révolutionnaire.
C'est l'objectif que se fixe le Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, la construction de l'Internationale ouvrière révolutionnaire. C'est à ce combat qu'il faut s'associer.

Face à l'offensive du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli contre les étudiants, pour le retrait des plans "3-5-8" et "U3M" :

Imposer aux dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se qu'ils rompent avec le gouvernement

Offensive contre les étudiants

Le 30 novembre 1998, Allègre, au nom du gouvernement, a présenté son plan "3-5-8". Ce plan, directement inspiré du rapport Attali, constitue une véritable déclaration de guerre contre les étudiants, pour leur soumission totale aux patrons. Il prévoit en effet la mise en œuvre de "*nouveaux cursus professionnalisés*" à travers "l'alternance école-entreprise".

* Création d'une "licence technologique" (Bac+3) dont *Libération* du 30 octobre 1998 disait :

"Cette dernière est une vraie nouveauté. La formation s'y ferait essentiellement par alternance. L'objectif est bien de créer un niveau de sortie à Bac+3..."

* Création d'un "mastère" (Bac+5) "*professionnalisant*", là aussi en alternance. *Le Monde* du 1er décembre 1998 explique :

"Les maîtrises actuelles s'achevant actuellement à Bac+4 pourront être prolongées d'un an, avec un stage de longue durée...".

* Création "d'écoles doctorales" pour les thèses (Bac+8), "*plus ouvertes sur le monde de l'entreprise*".

Les DEUG, Licences et Maîtrises actuels ne sont pas formellement supprimés mais n'auront, en réalité, plus aucune valeur. Et le 3 décembre, Jospin relançait son plan U3M (voir *L'Insurgé* du 15 novembre 1998 publié ci-après).

Dès maintenant, l'application des plans du gouvernement est engagée. *Libération* du 01/12/1998 indiquait :

"Allègre a choisi la voie de l'expérimentation pour engager ces changements. Les universités qui renouvellent cette année leur contrat avec le ministère ont donc déjà été invitées à se préparer au 3-5-8".

Le communiqué de presse de la direction nationale de l'UNEF-se, daté du 9 décembre 1998, confirme:

"Les plans 3-5-8 et U3M sont mis à l'ordre du jour des conseils d'administration."

Depuis des mois, les dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, participent à toutes les instances mises en place par le gouvernement pour propulser sa politique. Ils participent aux conseils d'administration, au CNESER, chargés d'appliquer les plans gouvernementaux. Alors que dans les villes où ils sont confrontés à la mise en œuvre immédiate des plans "3-5-8" et "U3M" (Toulouse, Amiens,...), les étudiants ont cherché à engager le combat, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se redoublent d'efforts pour protéger le gouvernement.

Les dirigeants syndicaux en défense du gouvernement.

Au cours des mois de novembre et de décembre, à Montpellier, Toulouse, Amiens, puis encore Rennes, les étudiants ont cherché à engager le combat contre le gouvernement et sa politique. A Toulouse, les étudiants de l'université Toulouse- Le Mirail ont adopté une motion exigeant des directions syndicales étudiantes, enseignantes et des personnels des universités "*qu'elles démissionnent des conseils d'administration*".

Mais les dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, ont laissé les étudiants de Toulouse, d'Amiens, de Montpellier, de Rennes... isolés dans leurs villes, enfermés dans leurs établissements.

Le 7 décembre, une "intersyndicale" réunissant notamment les directions de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, du SNESup, communiquait: "*Nous ne pouvons accepter la réorganisation des formations supérieures par la bande*" et de demander "*le gel de l'application du schéma 3-5-8*" et non son retrait pur et simple. Mais surtout, les dirigeants syndicaux réunis en défense du gouvernement prônent la "concertation" et souhaitent:

"une méthode et un calendrier pour ouvrir un indispensable débat sur les formations supérieures et l'avenir du service public".

La "concertation", c'est exactement ce que le gouvernement souhaite et organise. Le 30 novembre, Allègre expliquait :

"Tout n'est pas bouclé. La concertation va commencer cette semaine. Elle devrait se conclure début janvier".

Le 5 décembre à Amiens, une soi-disant "coordination nationale" était constituée par les JCR, "SUD-étudiant" et la CNT, et appelait à une journée d'action le 10 décembre, la direction de l'UNEF-ID appelant de son côté à manifester "*pour l'application du Plan Social Etudiant*" du gouvernement. Fait révélateur: à l'occasion de cette "journée d'action" le 10 décembre, les jeunes de la LCR de Clermont-Ferrand, autoproclamés "*comité étudiant d'information et d'action*" (sic!), convoquaient une "assemblée générale" en y conviant... le président de l'université et le recteur de l'académie! Le 17 décembre, "l'intersyndicale" était reçue au ministère de l'Education Nationale.

En refusant de se prononcer pour le retrait des plans "3-5-8" et "U3M", en laissant les étudiants de Toulouse, Amiens, Montpellier, Rennes, isolés, en prônant et pratiquant "la concertation", la participation, les dirigeants syndicaux de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, flanqués de leur "extrême-gauche" (JCR, CNT,...), ont permis au gouvernement de poursuivre son offensive. Mais le combat impulsé à l'université par les étudiants révolutionnaires regroupés autour du bulletin *l'Insurgé* au travers d'une adresse aux dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se autour de laquelle ils interviennent est toujours d'actualité:

"Les revendications des étudiants doivent être clairement définies :

A bas les plans "3/5/8" et "U3M"
(...) Pour arracher les revendications, ce dont ont besoin les étudiants, c'est:
- Pas d'actions disloquées faculté par faculté - Un combat organisé et centralisé, contre le gouvernement.
Pour cela : La responsabilité des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, c'est de rompre avec le gouvernement, de cesser de participer à la mise en œuvre des plans "3-5-8" et "U3M", de rompre avec la participation".
C'est de convoquer une conférence nationale des étudiants constituée de délégués élus par les Assemblées générales dans chaque université, pour engager la préparation de la grève générale des étudiants.
C'est de s'adresser aux directions des syndicats des enseignants et des personnels pour qu'ils réalisent le front unique sur cette orientation."

Aujourd'hui, alors que le gouvernement compte faire adopter son plan "3-5-8" au CNESER début janvier, la responsabilité immédiate des dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, c'est le boycott immédiat du CNESER.

Le 20 décembre 1998

Texte du tract " *l'Insurgé* " du 15 novembre 1998

"l'enseignement supérieur doit s'adapter au marché" (L. Jospin)

Au mois d'octobre, des centaines de milliers de lycéens ont fait grève et manifesté pour leurs revendications: *"assez de classes surchargées! assez de conditions d'étude dégradées! des profs, des moyens, pour étudier!".*
Or, fin octobre, les étudiants pouvaient apprendre:

"Mis en sommeil depuis le début des manifestations lycéennes, le projet de Claude Allègre est prêt (...) il est à l'enseignement supérieur ce que la "charte du 21e siècle" est à l'école primaire, la réforme Meirieu aux lycées, ou le projet concernant le CNRS à la recherche"
(Libération du 30 octobre).

Le "projet" en question, c'est le "plan 3-5-8", un nouveau plan de destruction de l'enseignement supérieur public. Ce plan, inspiré du rapport Attali, veut généraliser "*l'alternance école-entreprise*" à toutes les licences et maîtrises, liquider les cursus actuels, aller vers une situation dans laquelle les diplômes ne seraient plus la référence des conventions collectives, au nom de la validation des "compétences".
C'est la traduction des récents propos de Jospin: "*l'enseignement supérieur doit s'adapter au marché*".

Il faut y ajouter le "*plan des universités du troisième millénaire*" (U3M), qu'Allègre, au nom du gouvernement, a présenté le 15 septembre, en ces termes: "*S'il n'y a plus de clients, il faudra bien fermer les commerces*"(sic!) En clair: mise en concurrence, autonomie totale des universités, aboutissant à la fermeture de certains sites.

Dans le même temps se met en place un "plan social" contre les étudiants: mise en place d'un "*dossier d'allocations d'études dans chaque université, instruit par une commission sociale, sorte de guichet unique, où les étudiants seront représentés*". C'est la liquidation des acquis étudiants fac par fac, en particulier la destruction du système actuel des bourses sur critères nationaux.
Comment se fait-il qu'aujourd'hui, le gouvernement puisse relancer son offensive contre les étudiants?

Le mouvement des lycéens: un mouvement de masse contre le gouvernement

Les revendications mises en avant par les lycéens s'opposent radicalement à la politique du gouvernement Jospin-Gayssot- Chevènement - Voynet-Zuccarelli, à son budget 99 d'application de la "réforme"-destruction des lycées, qui supprime 10% de postes aux concours de l'enseignement, 3300 postes de MI/SE, qui maintien donc et aggrave les conditions d'études des lycéens.
La satisfaction des revendications des lycéens signifie d'obtenir le rejet du projet de budget de l'Éducation, le retrait de la contre-réforme des lycées. Mais seuls, les lycéens ne pouvaient arracher ces revendications. Pour cela, il fallait la jonction du mouvement des lycéens avec les enseignants, et les étudiants. Or, le gouvernement présentait son budget de l'Education Nationale le 21 octobre à l'Assemblée nationale. La responsabilité des dirigeants des syndicats enseignants, en particulier du SNES (majoritaire dans les lycées et collèges), des dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, c'était de convoquer: UNE MANIFESTATION CENTRALE ET NATIONALE LE 21 OCTOBRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, POUR IMPOSER AUX DÉPUTÉS DU PS ET PCF QU'ILS REJETTENT LE PROJET DE BUDGET DE L'ÉDUCATION.
Au contraire, les dirigeants syndicaux enseignants, flanqués de ceux de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher les enseignants d'engager le combat, ont maintenu le mouvement lycéen dans l'isolement, et l'ont phagocyté.
En effet, les lycéens avaient besoin pour centraliser leur mouvement d'une véritable coordination, c'est à dire d'un comité central de la grève générale des lycées. Les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se se sont chargés de l'empêcher, pour protéger le gouvernement. Ils ont organisé la division du mouvement en propulsant deux prétendues "coordinations": l'une dirigée par la FIDL, "*aidée par les grands frères étudiants de L'UNEF-ID*"(*Le Monde,* 16 octobre); l'autre par les JC, le prétendu "syndicat lycéen UNEF", flanqués des JCR, etc...
Les lycéens ont été appelés par ceux-là, avec les directions syndicales enseignantes, à manifester, chacun dans sa ville, pour le 20 octobre, c'est à dire la veille du vote du budget et non le jour même. Les dirigeants des syndicats enseignants, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, ont ainsi réussi à étouffer le mouvement des lycéens, ils ont permis au gouvernement d'accélérer la mise en œuvre de sa politique.

Le "plan pour les lycées": contre les lycéens, les enseignants et les étudiants/surveillants

Appuyé sur leur politique de bousille, le gouvernement présentait le "plan

pour les lycées" du gouvernement, le 21 octobre, en même temps qu'il pouvait faire adopter son projet de budget. Or, qu'est-ce que ce plan?

Il prévoit l'embauche de milliers de personnels précaires ("emplois-jeunes", enseignants vacataires et contractuels). Il enclenche la "contre-réforme" des lycées en procédant à l'allégement des programmes, prélude à la suppression de milliers d'heures de cours dès la rentrée prochaine.
Pour les étudiants, ce plan signifie encore une attaque contre le statut des étudiants-surveillants: le gouvernement procède au recrutement de "surveillants" vacataires, à mi-temps, à la condition que ceux-ci préparent des concours.

Ainsi, ils pourront être utilisés pour remplacer les professeurs absents. C'est la voie ouverte vers la liquidation du statut des étudiants/surveillants recrutés sur critères sociaux, sur des postes à temps plein, qui permettent à des dizaines de milliers d'étudiants de poursuivre leurs études.

Au compte du capital

Le budget 99 de l'Éducation Nationale, le "plan pour les lycées", la "réforme"-destruction des lycées, le montrent: le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Zuccarelli ne peut satisfaire les revendications de la jeunesse et du prolétariat car c'est un gouvernement à la solde du capital, un gouvernement bourgeois.

Sa politique, c'est faire payer aux lycéens, aux étudiants, comme à l'ensemble du prolétariat, les conséquences du maintien du régime capitaliste: détruire progressivement le droit à l'instruction, en sabrant des centaines de milliers d'heures de cours dans les lycées, voilà les exigences du capital! Virer par milliers les surveillants, généraliser les emplois précaires, voilà le programme du capital! S'en prendre aux diplômes, soumettre de plus en plus les étudiants à l'exploitation, voilà le programme du capital que le gouvernement, en bon gérant des intérêts du capitalisme français, met en œuvre.

Face au gouvernement, les étudiants ont besoin de leurs organisations syndicales

Les étudiants, contrairement aux lycéens, ont des organisations syndicales, bien qu'elles soient aujourd'hui exsangues: l'UNEF-ID et l'UNEF(se).
Mais au lieu que ces organisations agissent au compte des étudiants, soient l'instrument de leur mobilisation en défense de leurs conditions d'études et de vie, les dirigeants de ces organisations leur font prendre entièrement en charge la politique du gouvernement.
Ainsi, le "plan 3-5-8" est issu de la *"commission Monteil pour l'harmonisation des diplômes"* à laquelle ont participé les dirigeants de l'UNEF-ID. Pour le "plan social étudiant" a été constitué un *"comité national de suivi"* et des *"groupes de travail"* dans lesquels siègent les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se. Il en va de même pour le plan "U3M".

Les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se proclament leur soutien au gouvernement, prennent en charge l'application de sa politique en participant aux conseils de gestion des universités. Voilà pourquoi les syndicats étudiants ont atteint un tel degré de délabrement.
La direction de l'UNEF-ID fait même signer une *"lettre ouverte à Claude Allègre"* dans laquelle elle demande au gouvernement d'appliquer sa politique: *"ces engagements pris par vous seront-ils effectivement concrétisés ?"*
Le gouvernement a besoin de cette collaboration pour appliquer sa politique. Le combat pour permettre aux étudiants de se dresser contre le gouvernement implique de s'organiser pour imposer aux dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se qu'ils rompent avec le gouvernement.

Ouvrir la voie au combat des étudiants contre le gouvernement, c'est combattre pour leur imposer:
*** qu'ils dénoncent le "plan 3-5-8"(rapport Attali), se prononcent pour son retrait, qu'ils quittent et boycottent toute instance de "concertation", de "participation" à la mise en oeuvre de ce plan, quittent immédiatement les conseils de gestion des universités**
*** qu'ils se prononcent pour le retrait du "plan U3M" et quittent immédiatement le "comité stratégique pour U3M" qui doit le mettre en œuvre.**
*** qu'ils se prononcent pour le retrait du "plan social étudiant" et quittent immédiatement "le comité national de suivi du plan social étudiant", tous les "groupes de travail", à tous les échelons.**
*** qu'ils organisent une conférence nationale des étudiants en défense du droit aux études.**

Construire l'organisation révolutionnaire de la jeunesse

Le mouvement des lycéens l'a montré: les revendications de la jeunesse ne peuvent être satisfaites par un gouvernement se situant dans le cadre du régime capitaliste dont le moteur est le profit, les bases l'exploitation, l'oppression, les étroites frontières nationales, qui génère misère, précarité et chômage.

Seul un gouvernement ouvrier, rompant avec le capital et s'engageant vers le socialisme, peut répondre aux aspirations fondamentales de la jeunesse et de l'ensemble du prolétariat. Ouvrir cette voie, c'est exiger du PS et du PCF qu'ils mettent à bas Chirac et la V° République, constituent un gouvernement PS-PCF sans représentants d'organisations bourgeoises, appuyé sur leur majorité à l'Assemblée nationale et responsable devant elle.

Le mouvement des lycéens l'a montré: seule une organisation révolutionnaire peut avancer l'orientation nécessaire pour que les revendications soient satisfaites, parce qu'elle n'est en rien liée à la défense de la société bourgeoise pourrissante.
Pour combattre dans la perspective du socialisme, la jeunesse a besoin de construire son organisation révolutionnaire, participant de la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire. C'est ce que veulent les militants regroupés autour du bulletin *l'Insurgé*.

La crise économique et financière se développe:

Une seule réponse: combattre pour le socialisme

L'importance des développements en cours

Depuis bientôt dix ans, avec l'effondrement des régimes bureaucratiques sans que la révolution politique ne puisse déferler, c'est un véritable matraquage idéologique que subissent le prolétariat et la jeunesse, d'autant plus efficace qu'il est porté par les organisations ouvrières traditionnelles, les partis sociaux-démocrates et les anciens partis staliniens. La restauration du capitalisme en Russie et dans les autres pays où le capital avait été exproprié fait qu'il apparaît à la quasi-totalité du prolétariat que les Etats ouvriers ne sont pas viables, qu'ils étaient voués à dégénérer et à s'effondrer, à être balayés, que la restauration capitaliste était à plus ou moins longue échéance inéluctable. Cela les déboussole politiquement.

La nouvelle crise économique et financière du mode de production capitaliste qui s'avance prend dans ce cadre une grande importance. Elle implique pour les différentes bourgeoisies la nécessité d'imposer au prolétariat mondial de nouveaux reculs, s'ajoutant à tous ceux imposés depuis les années 80, mais dans une situation où le prolétariat mondial garde toute sa capacité de combat.

Que la marche à une crise dislocatrice de l'économie capitaliste porte en elle une radicalisation de la lutte des classes, c'est l'évidence: toute l'histoire du mouvement ouvrier le démontre.
Mais elle démontre aussi la nécessité de construire une organisation révolutionnaire combattant à l'avant-garde du prolétariat. Sinon, les plus grands combats de classe sont condamnés au reflux.

Aussi, c'est une des tâches immédiates des militants qui combattent pour le socialisme que de comprendre les développements de la crise en cours et de dégager la perspective dans laquelle elle s'inscrit: la dislocation de l'économie capitaliste.

La récession progresse

Depuis les à-coups sur les marchés financiers au début du mois d'octobre, les principaux indices boursiers ont augmenté de 15 à 25%. Mais, pour autant, si la crise économique et financière enclenchée à l'été 1997 en Thaïlande n'a pas abouti jusqu'ici à un krach financier généralisé, il n'en est pas moins vrai que la récession économique continue de se propager.

Dans le numéro 64 de sa revue *Perspectives économiques*, paru le 17 novembre 1998, l'OCDE publie ses prévisions de croissance du PIB[1]:

	1996	1997	1998	1999
Etats-Unis	3.4	3.9	1.5	2.2
Japon	3.9	0.6	-2.6	0.2
Allemagne	1.3	2.2	2.7	2.2
France	1.6	2.3	3.1	2.4
Italie	0.7	1.5	2.1	2.6
G-B	2.6	3.5	2.7	0.8

Ces prévisions confirmaient celles publiées début octobre par le FMI, qui étaient alors commentées en ces termes par son principal économiste, M.Mussa:

"l'état actuel n'est pas tout à fait celui d'une récession globale, mais nous approchons clairement de cet état."

[1] Louis Gill dans son livre *Economie mondiale et impérialisme* donne des définitions suivantes :
«Le PNB est la somme des valeurs ajoutées dans les secteurs de la production par les ressortissants nationaux d'un pays à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national. Le PIB est la somme des mêmes éléments des valeurs ajoutées mais réalisées à l'intérieur des pays, quelle que soit la nationalité des producteurs. PNB et PIB ne recouvrent donc pas tout à fait la même réalité s'ils constituent tous les deux des agrégats permettant d'évaluer une production d'ensemble. D'autre part, le terme production englobe dans ces statistiques des éléments qui ne sont pas de la production, à savoir les "services" commerciaux, financiers, etc.»
On parle de "récession" quand le PIB diminue pendant deux trimestres consécutifs.

Car les données publiées par l'OCDE sur la croissance du PIB d'autres pays sont tout à fait saisissantes:

	1997	1998	1999
Corée du Sud	5.5	-6.5	0.5
Brésil	3.7	0.8	-1.5
Hongkong	5.2	-4.5	1.5
Singapour	7.5	0.0	0.5
Indonésie	4.7	-15.5	-3
Chine	8.8	7.6	7.7
Thaïlande	-0.4	-7.0	2.0
Russie	0.8	-6.0	-6.0

Récession importante au Japon, au Brésil, en Corée, ralentissement aux USA et en Europe, effondrement économique des anciens "dragons" d'Asie du Sud-Est: l'appréciation que portait le précédent numéro de CPS *"une récession mondiale s'avance"* est entièrement confirmée.

Les voies de propagation de la crise sont claires, même si son ampleur est encore incertaine. La violente contraction économique en Asie, en Amérique du sud et en Russie et d'autres pays de l'est de l'Europe entraîne à la fois le rétrécissement de ces marchés "porteurs" pour les pays capitalistes dominants, et à la fois entraîne une concurrence accrue, accélère la baisse des prix des marchandises en provenance de ces pays ainsi que des matières premières. Dans le même temps, elle met à mal les grands groupes financiers, les banques.

De plus, cette propagation se combine avec la certitude d'un ralentissement économique aux Etats-Unis.

Fin de cycle aux USA

Depuis qu'elle est sortie de la récession du début des années 90, l'économie américaine a affiché des taux de croissance significatifs.
Or, on peut constater aujourd'hui qu'apparaissent les signes annonciateurs d'un ralentissement économique.

En effet, le même rapport de l'OCDE indique:

"la progression des coûts unitaires de main-d'oeuvre s'est accélérée, alors même que les pressions de la concurrence dues à la fermeté du dollar freinaient la hausse des prix intérieurs. En conséquence, les bénéfices des entreprises locales après impôt se sont inscrits en baisse au deuxième trimestre. Venant après quatre années d'augmentation seulement légère de la part des profits dans le PIB, ce repli est allé de pair avec une nette révision à la baisse des anticipations de gains. "

Conséquence: l'OCDE annonce que l'investissement, après une croissance de 7,3% en 1997 et de 8,9% en 1998 , chuterait à 1% en 1999 et 2,2% en l'an 2000. Dans le régime capitaliste dont le moteur est le profit, c'est cette tendance qui implique la baisse des investissements productifs, la surproduction, et enfin le ralentissement général de l'économie.

Ces éléments indiquent sans doute possible que, en plus de la contraction des importations, la tendance à la baisse du taux de profit se manifeste de nouveau aux USA.

La fin du cycle de croissance économique dans un pays qui produit un cinquième du PIB mondial est décisive quand aux développements futurs. Elle l'est en particulier dans le fait que, le cours des actions des sociétés évoluant en fonction des dividendes servis, donc en dernière analyse des profits dégagés, la surévaluation considérable des actions aux USA se conjuguant avec la baisse attendue des profits peut déchaîner un krach aux effets dévastateurs.

En Europe

Même en Europe, où le retour de la croissance économique est plus récente qu'aux USA, les discours annonçant que la crise, à l'instar du nuage de Tchernobyl, s'arrêterait aux frontières, commencent à se faire moins audibles.

Dans une note de conjoncture publiée le 18 décembre, l'INSEE annonce une stagnation des investissements au premier semestre 1999, et une croissance en rythme annuel de 1,8%, soit en réalité une quasi-stagnation, bien loin des 2,7% annoncés par le gouvernement. La production industrielle en France ralentit déjà, et *La Tribune* du 29 octobre indiquait que:

"Le cas de la France est loin d'être isolé en Europe. La dernière enquête dans l'industrie en Allemagne montre que la situation s'est très fortement dégradée. L'économie italienne reste à la traîne. Et l'industrie britannique est d'ores et déjà en récession. Les quatre poids lourds de l'économie européenne, loin de se soutenir mutuellement, connaissent un ralentissement de leur activité dont témoigne la stagnation depuis plusieurs mois des exportations françaises à destination de ses partenaires européens."

Du coup:

"les économistes se préparent déjà à l'idée de revoir en baisse leurs prévisions de croissance".

En Italie, c'est déjà fait. Le gouvernement a dû reconnaître début novembre que la croissance serait inférieure aux déjà maigres 1,8% initialement prévus.

Les Etats à la rescousse

Face à la progression de la récession, face aux risques de krach financier, les Etats bourgeois sont amenés plus que jamais à intervenir.

Ainsi, le 30 octobre, les gouvernements des pays du G7 annonçaient la création d'un fonds spécial pour les "économies émergentes", de 90 milliards de dollars. Le 13 novembre, le Brésil devenait le premier "bénéficiaire" de ce fonds, en recevant un prêt de 41,5 milliards de dollars (235,3 milliards de francs), dont 5 des Etats-Unis.

Ce plan a pour but avoué d'empêcher un effondrement financier du Brésil que provoquerait la dévaluation du real, la monnaie brésilienne, qui précipiterait toute l'Amérique du sud dans une catastrophe économique sans précédent. En fait "d'aide", c'est d'abord une aide aux États-Unis, car un tel effondrement les entraînerait immédiatement dans une débâcle économique.

Au Japon, le 16 novembre, le gouvernement dévoilait un nouveau plan de relance de plus de 1 000 milliards de francs. Il faut toutefois considérer qu'il s'agit du huitième plan de ce type depuis 1992. Sur le papier, ce sont ainsi plus de 4 000 milliards de francs qui ont été injectés dans l'économie. En réalité, c'est moins, de nombreuses dépenses prévues ayant été reportées d'un plan sur l'autre. Mais c'est tout de même colossal, d'autant que s'y ajoute l'allocation, à la mi-octobre, d'une enveloppe de 2 500 milliards de francs pour recapitaliser les banques, le système bancaire, quitte à nationaliser directement certains groupes bancaires.

Cette "socialisation des pertes", la prise en charge par l'Etat des pertes bancaires et le financement de marchés pour l'industrie, a cependant une limite. Le 2 décembre, le ministre japonais de finances annonçait qu'à la fin de l'année fiscale, en mars 1999, la dette publique atteindrait 113% du PIB, le déficit budgétaire 9,8% du PIB. La fuite en avant éperdue de l'Etat japonais, si elle reporte les échéances, ne pourra durer indéfiniment.

Baisse des taux d'intérêt

Enfin, il faut noter que la baisse des taux d'intérêts à court terme, qui sont du ressort des Etats et de leurs banques centrales, s'est accélérée, en particulier aux Etats-Unis (de 5,5% cet été à 4,75% au 17 novembre), mais aussi dans l'ensemble des pays d'Europe. Pourquoi cette baisse? Tout simplement pour répondre à la baisse des profits: en essayant d'élargir le recours au crédit pour financer les investissements productifs, la poursuite de l'accumulation.

Mais cette baisse sert aussi à empêcher la chute des marchés d'actions. Il faut rappeler en effet que le cours des actions tend à s'ordonner de telle sorte que le rapport entre les dividendes escomptés et le cours de l'action s'aligne sur le taux d'intérêt moyen. La baisse de celui-ci peut compenser en partie la stagnation et la baisse des bénéfices, pour, peut-être, éviter un krach boursier.

On ne peut s'empêcher de remarquer que, en baissant les taux courts aux USA, Alan Greenspan, en bon trésorier général du capitalisme américain, a fait peu de cas des conseils prodigués par *Le Monde Diplomatique* de septembre 1998 sous la plume de F.Chesnais qui l'appelait à "*manier l'arme de la hausse des taux d'intérêts*".

Mais, comme l'écrivait Marx: "*aucune législation bancaire ne peut écarter la crise*". L'intervention des Etats est évidemment importante, pour contenir la crise, c'est à dire éviter un effondrement brutal de la production et des échanges. Mais elle ne peut éviter la manifestation de la crise économique mondiale, ni même permettre à terme de la surmonter.

La seule issue pour les capitalistes: faire payer la crise aux masses

Le seul moyen réellement efficace pour les capitalistes de surmonter, au moins provisoirement, la crise de leur mode de production, c'est de s'en prendre avec une violence à la hauteur de celle de la crise aux acquis du prolétariat, d'intensifier l'exploitation des travailleurs, de faire reporter le coût de l'intervention des Etats en défense du capitalisme sur les épaules de la population laborieuse, de renouveler dans le même temps une partie de l'appareil de production.

En Asie, alors que le nombre de chômeurs s'est accru de plusieurs dizaines de millions en un an. Partout dans le monde, les grandes firmes annoncent des licenciements, des fermetures de sites. Mentionnons Boeing (48 000 suppressions d'emploi sur deux ans), Phillips (fermeture d'un tiers de ses sites de production), ou encore Siemens: moins 60 000 emplois (dont une partie en cédant des activités). En Grande-Bretagne, selon les syndicats, 500 000 emplois auront été supprimés dans l'industrie sur l'ensemble de l'année en cours.

Il faut ajouter que toutes les fusions phénoménales qui s'accélèrent avec l'avance de la crise entraînent et entraîneront des dizaines de milliers de suppressions d'emploi.

Faire payer le prix de la crise aux masses laborieuses: voilà le mot d'ordre du capital financier à l'échelle internationale, qu'il s'agisse directement des firmes ou des Etats qui sont entièrement à leur service.

Le constat doit donc être fait une nouvelle fois: depuis maintenant un quart de siècle, le mode de production capitaliste est dans une crise récurrente.

A chaque phase de "reprise", ses porte-parole annoncent des lendemains radieux. Les éléments donnés ci-dessus démontrent qu'il n'en est rien, bien au contraire: à chaque fois, après une phase de croissance plus ou moins longue, l'économie capitaliste retombe dans l'ornière de la crise économique, de la "récession".

"La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même" (Marx)

Mais quelle est l'origine des crises économiques? Elle réside dans la nature même du mode de production capitaliste. Le moteur de l'économie capitaliste, c'est la recherche du profit. C'est en fonction du taux de profit que la production se développe, taux de profit qui est le rapport Pl/C+V, soit le rapport entre la valeur nouvelle créée dans le processus de production des marchandises, la Plus-Value (qui résulte du travail non payé), et l'investissement initial en capital (capital constant et capital variable).

C'est de la hausse ou de la baisse de ce taux de profit dont dépendent, en dernière analyse, les phases de croissance économique et les crises: la baisse de la rentabilité des investissements fait, qu'à partir d'un certain point, ceux-ci cessent.

Or, Marx a découvert une loi fondamentale: celle de la baisse tendancielle du taux de profit. L'existence d'un taux de profit suffisant est la condition du processus d'accumulation du capital.

Or, l'accumulation du capital à son tour:

"accélère la baisse du taux de profit dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle, d'où une composition plus élevée du capital". (Marx, le Capital, livre III, ch.15).

Marx écrit encore:

"Baisse du taux de profit et accélération de l'accumulation ne sont que des expressions différentes d'un même procès, en ce sens que toutes deux expriment le développement de la productivité." (ibidem).

La hausse de la composition organique du capital est une loi immanente de l'accumulation du capital. La part du travail vivant, humain, seul créateur de valeur nouvelle, source de la plus-value, diminue dans la production, quand bien même le degré d'exploitation de ce travail augmente. La baisse du taux de profit qui en résulte engendre la concurrence, ce qui en aiguise encore les effets.

Là est la racine des crises: la baisse du taux de profit entraîne périodiquement l'interruption de l'accumulation, elle engendre d'un côté une masse de capitaux qui ne peuvent se mettre en valeur à un taux de profit suffisant, et de l'autre côté une masse de travailleurs qui ne peuvent en conséquence être employés. D'où:

"la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population excédentaire" (ibidem).

Les crises sont donc indissolublement liées au mode de production capitaliste lui-même. Elles sont la seule "régulation" qu'il connaisse: l'effet des crises est en effet la liquidation d'une partie du capital constant qui ne peut plus fonctionner en tant que tel, la dévalorisation d'une autre partie, tandis qu'elle entraîne la baisse de la valeur de la force de travail.

Ce sont les crises qui permettent qu'au final, un nombre plus réduit de capitalistes, disposant d'un marché élargi, retrouvent un taux de profit suffisant pour que l'accumulation reprenne sa marche en avant.

L'époque de l'impérialisme: "*la réaction sur toute la ligne*" (Lénine)

Chaque crise accroît donc la concentration du capital et sa centralisation entre moins de mains.
Au début du siècle, ce processus a abouti à une transformation qualitative du mode de production capitaliste. Il est rentré dans ce que Lénine a analysé comme son "stade suprême": l'impérialisme.

Avec la domination des monopoles, la fusion du capital industriel et du capital bancaire pour former ainsi le capital financier, caractérisé par l'exportations de capitaux; avec le partage du monde entre les grandes puissances capitalistes et leurs grands groupes, il a perdu la souplesse qui permettait aux crises de jouer pleinement leur rôle régulateur.

Aussi, pour repousser les limites du mode de production capitaliste, le rôle du crédit va connaître un développement qualitatif, pour jouer pleinement le rôle que dégageait déjà Marx:

"le moyen le plus puissant de faire dépasser à la production capitaliste ses propres limites"

(Le Capital, livre III, ch. 36).

A l'échelle historique, le mode de production capitaliste entre dans une époque de lente agonie, marquée de grandes convulsions. Ainsi une première étape du capital financier débouche sur la première guerre mondiale, une deuxième mène à la crise économique de 1929 qui disloque le marché mondial et provoque l'effondrement du système financier international reconstitué à la fin de la première guerre mondiale.

Mais, au sortir de la seconde guerre mondiale, le mode de production capitaliste allait connaître une sorte "d'été indien", les dites "trente glorieuses", dont l'existence a été utilisée alors, et l'est encore aujourd'hui, pour démontrer la possibilité pour le capitalisme de fonctionner "harmonieusement".

Ce fut le cas alors des théoriciens du "néocapitalisme", avec au premier rang le dirigeant pabliste Ernest Mandel; c'est aujourd'hui le cas de l'école dite de la "régulation" qui voit dans les "trente glorieuses" l'apogée de la "régulation fordiste". Il faut donc rappeler quelles conditions ont permis l'existence de cette phase, qui en fait a duré une vingtaine d'années, du début des années 50 à la fin des années 60.

La base des "trente glorieuses": un immense parasitisme

A la base de la croissance économique de l'immédiat après-guerre, il y a d'abord des conditions politiques.
C'est en effet la situation hégémonique de l'impérialisme américain qui a permis à celui-ci de prendre en charge la reconstruction de l'économie mondiale dévastée après dix ans de crise économique et six ans de guerre mondiale. Seuls les USA sont assez robustes pour, par exemple, maintenir la convertibilité du dollar en or et ordonner le système monétaire international autour du dollar dans le cadre des accords de Bretton Woods (22 juillet 1944).

Mais malgré l'immense purge de l'économie qu'ont été successivement la crise des années 30 et les ravages de la guerre, malgré le fait que la valeur de la force de travail ait chuté dans de nombreux pays à un niveau dérisoire, toutes ces conditions favorables à l'accumulation n'ont pu empêcher que, dès 1949, la crise menace les USA.

Aussi, pour y faire face, le recours à l'intervention permanente des États est devenue indispensable, et en particulier l'injection croissante de crédits dans l'économie par le développement des dépenses d'armement. Descendu à environ 10 milliards de dollars entre 1947 et 1950, le budget de la défense des USA quadruple en deux ans, atteignant 43 milliards en 1952 (soit de 5% à 13% du PIB), au moment de la guerre de Corée, niveau qui ne redescendra plus, au contraire. C'est ce gigantesque parasitisme qui a permis de relancer l'économie et d'assurer des débouchés créés de toutes pièces aux principales firmes américaines.

Les "30 glorieuses" ont eu pour base l'intervention croissante des Etats dans l'économie parce que, et les "théories" fumeuses sur la "régulation" ne cherchent qu'à masquer ce constat, sans cette force d'appoint, l'économie capitaliste restait tout autant qu'avant la guerre incapable de repousser ses propres limites.

Mais dans la mesure où les dépenses d'armement sont des dépenses parasitaires, que les marchandises ainsi produites ne sont ni utilisées pour une production ultérieure, ni "consommées" productivement, l'accroissement des dépenses de l'Etat dans ce domaine s'est traduit mécaniquement par l'accroissement de ses déficits en tous genres. Ainsi, à partir des années 60, plus aucun budget fédéral aux USA n'a été en excédent. Conjointement, la balance des paiements américains devenait structurellement déficitaire. La raison en est simple. Les dépenses militaires US et aussi, bien que dans une moindre mesure, celles des pays comme l'Angleterre et la France, ont été indispensables à la reconstruction et à la restructuration de l'économie capitaliste dans son ensemble; au maintien et à l'élargissement d'un marché mondial suffisant pour éviter des crises économiques comparables à celle des années trente.

L'économie japonaise et, dans une moindre mesure, celle de la RFA, d'autant qu'elles n'ont pas supporté les mêmes charges, en ont particulièrement bénéficié. Les pays capitalistes d'Europe et le Japon ont connu un puissant et imprévu essor économique bien qu'il ait été inégal. Leur part de marché mondial s'est accru au détriment de celle des USA. Du même coup, le solde positif de la balance commerciale de ce dernier pays s'est de plus en plus réduit.

Ce creusement des déficits américains a donné une grande impulsion au développement du capital financier, dont le développement devenait une condition indispensable au financement de ce parasitisme économique. Le capital fictif ainsi généré (création de "valeurs" de papier: titres de la dette, "valeurs" monétaires, etc...) s'est traduit alors par l'envol de la spéculation, en

particulier sur les monnaies, par l'essor rapide de ce qu'on a appelé les "eurodollars".
Cette politique impulsée par les USA, utilisant les privilèges que lui conférait les accords de Bretton Woods en terme d'émission monétaire (que l'ensemble des banques centrales des puissances impérialistes devait prendre en charge, bon gré, mal gré) a atteint une limite.

Après plusieurs tentatives de l'impérialisme américain de repousser cette échéance, le maintien de la convertibilité du dollar en or, est devenu incompatible avec le flot monétaire découlant de la nécessité de financer le parasitisme économique, l'économie d'armement.

Aussi, l'impérialisme américain devait-il se résoudre, le 15 août 1971, à renoncer à la convertibilité du dollar en or.

Août 1971 : Un verdict de faillite

L'affranchissement de la monnaie occupant la place centrale dans l'économie mondiale, de toute référence à une valeur réelle, à l'or, était une déclaration de faillite frauduleuse de l'ensemble de l'économie capitaliste. Elle signifiait aussi une défaite pour l'impérialisme américain, résultant de son affaiblissement relatif par rapport aux autres puissances impérialistes, principalement la RFA et le Japon .
Ce faisant, Nixon entendait que le dollar, gardant par ailleurs sa place de principale monnaie internationale, puisse être utilisé pour faire regagner de la compétitivité aux USA sur le marché mondial. De fait, il permettra surtout aux USA de pratiquer une émission sans limite apparente de dollars pour financer leurs déficits extérieurs, l'inflation commençant du même coup à prendre une dimension importante.
Mais la décision du 15 août 1971 ne peut permettre de surmonter les difficultés économiques croissantes de l'impérialisme américain et de l'ensemble de l'économie mondiale.
Car elle se produit alors que l'impérialisme n'a pu maîtriser solidement les rapports mondiaux entre les classes (défaite de l'impérialisme américain au Vietnam). Pour contenir le mouvement des prolétariats des pays capitalistes dominants des concessions économiques et sociales considérables ont dû leur être faites: ces concessions deviennent une charge extrêmement lourdes pour les capitalismes dominants.
La déclaration de Nixon, ce qu'elle traduit annonce la crise économique qui s'est ouverte en 1974.

Croissance du PIB (1950-1975)

	Royaume Uni	France	RFA	Italie	Japon	USA	Canada
1950-62	2,7 %	4,8 %	8 %	6,1 %	8,4 %	3,4 %	4,7 %
1962-73	3,1 %	5,4 %	4,6 %	4,8 %	10,2 %	4,2 %	5,6 %
1973-75	- 1 %	0,2 %	- 1,4 %	- 0,2 %	0,4 %	- 1,7 %	1,9 %

74-75: réapparition de la crise récurrente du mode de production capitaliste

Il est courant que les "économistes" distingués attribuent la crise économique de 1973-1975 (dont le tableau ci-dessus donne l'ampleur) au quadruplement des cours du pétrole qui a suivi la guerre du Kippour lancée en 1973 par Israël.
En réalité, comparativement à la hausse des prix, il ne s'agissait que d'un brutal rattrapage, dont d'ailleurs les USA, eux-mêmes producteurs de pétrole, ont aussi bénéficié. La hausse brutale des cours du pétrole a précipité une crise qui couvait, d'autant plus que les rapports politiques entre les classes, comme nous l'avons vu, interdisaient aux principales puissances impérialistes de réaliser ce qu'exige la lutte contre la baisse du taux de profit: accroître qualitativement l'exploitation de la classe ouvrière.

Dans son livre *Misère du capital: critique du néolibéralisme*, M.Husson reprend les données de l'OCDE sur "le taux de rentabilité du secteur des entreprises". Bien que ces données n'aient qu'une valeur indicative, on constate que ce "taux" chute de 17,5% en 1969 à 15% en 1973, puis à 12% en 1975. C'est cette chute de la "rentabilité", qui indique celle du taux de profit, qui a déterminé l'irruption de la crise (dont le tableau ci-dessus donne l'ampleur).
Pour la surmonter, les États capitalistes vont utiliser les mêmes recettes qu'auparavant, mais sur une autre échelle: accroissement des dépenses de l'État, des déficits budgétaires (qui passe aux USA de 6,1 milliards en 1974 à 53,2 milliards en 1975, 63,7 milliards en 1976), et corrélativement de l'endettement (qui passe aux USA de 485.2 milliards de dollars en 1974 à 709,1 en 1977). Toujours au cœur des dépenses de l'Etat: les dépenses parasitaires comme celles des commandes à l'industrie d'armement.

En janvier 1976, conséquence du redoublement des émissions monétaires servant à financer ces déficits déjà énormes: toute référence du dollar à l'or est supprimée par les accords de la Jamaïque. Mais ce mode de financement du parasitisme menace d'emporter tout le système monétaire international par le fond. Il provoque une vague d'inflation mondiale, dont le tableau ci-dessous rend compte:

	1976	1977	1978	1979	1980
USA	4,8	6,8	9	11,3	13,5
Japon	10,4	4,8	3,5	5,5	8
RFA	3,9	3,5	2,4	6,1	5,5
France	9,9	9	9,7	11,8	13,6
R-U	15,1	8,4	8,4	17,3	18

Les cours de l'or flambent (de 35 dollars l'once en 1970 à 200 en 1975, à 275 fin octobre 1978). Le dollar ne cesse de chuter. Poursuivre dans cette voie entraînerait une crise monétaire destructrice aux USA et internationalement. Aussi, en

novembre 1978, Carter annonce un plan qui annonce un tournant dans le mode de financement du parasitisme économique, des déficits en tous genre des Etats capitalistes.

Le tournant de 1978-1980

Ce plan organisait une opération de sauvetage du dollar en augmentant légèrement les taux d'intérêts et en accroissant les ventes d'or par la réserve fédérale des Etats-Unis. Malgré ce plan, l'or grimpait à 850 dollars en janvier 1980. Carter procédait alors à un brutal retournement de sa politique monétaire. Les taux d'intérêts augmentaient spectaculairement (ils étaient restés négatifs pendant plusieurs années comparés à l'inflation). En août 1980, le taux de base des banques américaines atteint 20,5%. Un tel taux permet d'attirer sur le dollar les capitaux fictifs flottants, à la recherche de gains spéculatifs, qui ont été générés par le parasitisme économique qui a servi de base aux "trente glorieuses". Sous la présidence Reagan, les USA allaient poursuivre dans cette politique dite "monétariste".

Ce tournant consiste à se tourner vers les "marchés financiers" pour financer les déficits budgétaires, l'endettement, en restreignant l'usage de la planche à billets, de l'inflation. Les autres impérialismes n'ont eu d'autre choix que de suivre le tournant impulsé par les États-Unis.

1980-82: Nouvelle récession

Cette hausse brutale des taux d'intérêt a accru la récession économique entamée en 1980, encore une fois annoncée par la baisse du taux de profit (pour reprendre les données de l'OCDE utilisées plus haut, le "taux de rentabilité", à peine remonté à 13% en 1978 retombe à 12 % en 1979 et un peu plus de 11% en 1981).
La contraction du crédit qu'elle a entraîné a rendu plus violent encore cette crise (entraînant notamment une première crise de payement de la dette des pays semi-coloniaux en 1982).

Pour les seuls USA, entre juillet 1981 et novembre 1982, le PIB des États-Unis a diminué de près de 5 %, la production industrielle de 12%. Pour l'ensemble des principaux pays capitalistes, la croissance du PIB s'établit à 1,3% en 1980, 1,2% en 1981, et -0,3% en 1982, alors que leur production industrielle, elle, évolue ainsi: -0,5% en 1980, 0% en 1981, -4,0% en 1982.

L'administration Reagan va alors donner une nouvelle impulsion à l'intervention de l'État, à l'économie d'armement, engageant le plus gigantesque programme d'équipements militaires jamais vu en temps de "paix". Le budget de la défense va passer de 135 milliards en 1980 à 285 milliards en 1985, 385 milliards en 1988! Les déficits budgétaires suivent: de 55,3 milliards de dollars en 1980 à 212 milliards en 1985. Ces nouvelles dépenses de l'État (que l'on retrouve dans tous les pays capitalistes) ont permis d'élargir la production et de nourrir une nouvelle phase de croissance.

Mais à la base de cette nouvelle phase de croissance, il y a les coups portés au prolétariat par l'impérialisme, en particulier par les gouvernements américains et britanniques de Reagan et Thatcher. C'est le fait que l'impérialisme ait repris l'initiative dans les années 80 contre le prolétariat qui explique fondamentalement que la "reprise" ait pu durer bien plus longtemps que dans les années 1970. Mais il n'en demeure pas moins que le développement du parasitisme économique en a aussi été une composante indispensable.

Impulsion au capital fictif

La politique "monétariste" pour financer ce parasitisme exigeait que la liberté de mouvement des marchés financiers soit considérablement accrue, que la masse des titres monnayables s'accroisse plus vertigineusement encore que les déficits qui les suscitent et les nécessitent.

L'administration Reagan a impulsé une politique de déréglementation débridée des marchés financiers, permettant un développement rapide de la capitalisation en bourse, le déchaînement de la spéculation, le développement des marchés obligataires, etc.

Dans son livre: *Fondements et limites du capitalisme* (Boréal, 1996), Louis Gill donne les indications suivantes:

" Après avoir oscillé entre 800 et 1 000 points de 1965 à 1981, le Dow Jones triplait en six ans pour atteindre 2 722 points en août 1987, un accroissement qui laissait loin derrière lui l'accroissement réel de l'économie. Pendant la même période, l'indice mondial des marchés financiers augmentait de 130% alors que le PIB des pays capitalistes industrialisés n'augmentait que de 13%, soit dix fois moins."

Mais les titres qui sont les supports de ces transactions sur les marchés financiers (actions, obligations, monnaies, produits dérivés, etc...) ne sont pas du capital, mais du capital fictif. Il faut rappeler à ce sujet ce qu'écrit Marx:

" Les actions de sociétés, de chemin de fer, de charbonnages, de compagnies de navigation, etc., représentent un capital réel: celui qui a été investi et qui fonctionne dans ces entreprises, ou encore la somme d'argent avancée par les actionnaires pour être dépensée comme capital dans ces entreprises. Notons en passant qu'il n'est nullement exclu qu'elles ne représentent qu'une simple escroquerie.
Quoi qu'il en soit, ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriété, des actions, la seconde en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe réellement que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser"(Le Capital, livre III, ch. 29)

Quant aux obligations:

" (...) le capital qui, aux yeux des gens, produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'État, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'État n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même. (...) Il peut y avoir autant de transactions que

l'on voudra: le capital de la dette publique n'en reste pas moins purement fictif et, à partir du moment où les titres de créances deviendraient invendables, la fiction se dissiperait (et on verrait que ce n'est pas un capital)."(ibid.)

Le fait que ces titres (actions, obligations, effets monétaires), soient traités comme autant de marchandises, avec leur mouvement propre, ne change rien au fait que l'accroissement de leur volume ne représente en aucun cas un accroissement de la richesse sociale. C'est en réalité d'une hypertrophie extraordinaire du système du crédit dont il faut parler.

"Dans ces faits qui montrent que même une accumulation de dettes arrive à passer pour une accumulation de capital, on mesure à quel degré de perfection atteint la dénaturation des choses qui se produit dans le système du crédit."

(*Le Capital*, Livre III, ch.30)

Ce développement a été indispensable pour que se poursuive la cavalerie financière, pour financer les déficits budgétaires et la dette des principales puissances impérialistes.

Une menace permanente

Mais la "bulle" ainsi impulsée par les États bourgeois est devenue à son tour lourde de dangers pour l'ensemble de l'économie mondiale. Une grande part du capital fictif est du "capital" flottant et spéculatif, à la recherche de gains en capital (achetant un titre quelconque non pour les dividendes ou l'intérêt qu'il en tirerait mais pour le revendre).

Une démonstration des dangers que le gonflement de la bulle spéculative engendre a été donnée par le krach boursier d'octobre 1987. Le 19 octobre, la Bourse de New York perdait 23%, plus de 500 milliards de dollars de capitalisation s'évaporaient.

C'est encore l'intervention des Etats qui a permis d'empêcher que se produise un krach général en 1987, notamment par le biais des banques centrales qui procédèrent alors à l'injection massive de liquidités dans l'économie pour éviter des faillites en chaîne. En 1989, une nouvelle secousse ébranlait l'ensemble des places boursières.

Mais c'est au Japon que les dangers de la bulle spéculative sont apparus en pleine lumière. En 1989, la bourse de Tokyo était devenue la première place financière au monde, propulsant du même coup les banques japonaises aux premiers rangs de la planète (étant donné la surévaluation de leurs actifs financiers). Le gouvernement japonais va procéder à une remontée des taux d'intérêts à partir de la fin de l'année pour limiter cette fièvre spéculative. Résultat: une chute de l'indice Nikkei de 38% en 1990, 6% en 1991 et 40% en 1992.

Un tel effondrement, quand bien même il aura été suffisamment "contrôlé" pour ne pas enclencher une panique internationale, a précipité le Japon dans un marasme économique permanent, dont il n'aura brièvement réchappé qu'en 1997. Privée de l'ombre portée que lui donnait l'énorme bulle financière, l'économie japonaise s'est vue contrainte de fonctionner avec une dimension plus proche de la réalité.

La chute des "actifs" des banques a entraîné faillites en chaîne, rabougrissement du crédit et de la capacité de prêt des institutions financières. La baisse des "actifs" financiers a été d'autant plus douloureuse que, d'une part, les rapports entre les classes (puissance du prolétariat, gangrène de la bourgeoisie) ont interdit de procéder au renouvellement de l'appareil de production et à une intensification suffisante de l'exploitation des masses; et que, d'autre part, elle s'est conjuguée avec une nouvelle récession, partie des Etats-Unis fin 1990.

1990-1993: nouvelle récession

En effet, fin 1990, la phase de croissance aux USA a touché à sa fin. Des firmes comme IBM, les constructeurs automobiles ont vu leurs bénéfices chuter. S'en est suivie en 1991 une importante récession économique (le PIB diminue de 1,2%), qui s'est étendue progressivement au reste du monde jusqu'à toucher la France en 1993.

Une nouvelle fois, la crise a pu jouer en grande partie son rôle: aux Etats-Unis en particulier ont eu lieu des restructurations massives, notamment dans l'automobile, tandis que les taux d'intérêts étaient abaissés par le gouvernement pour élargir le recours au crédit. Appuyée sur les "acquis" des gouvernements Reagan et Bush, la bourgeoisie américaine a combattu pour relever le taux de profit. Il faut toutefois souligner que c'est surtout aux USA que ce mouvement s'est produit, justement parce qu'ailleurs, les conditions d'exploitation du prolétariat ne sont pas aussi "bonnes" pour la bourgeoisie.

En témoigne le fait qu'en 1997, en comparaison avec 1990, la production industrielle des Etats-Unis avait augmenté de 20%, contre 8% en Grande-Bretagne sur la même période, 3% au Japon, 1,5% en Allemagne, et ... 0,3% en France. Encore une fois, ce sont les rapports politiques existants dans ces différents pays, et entre ces différentes puissances impérialistes, qui transparaissent. Ainsi, l'impérialisme américain fait de plus en plus prévaloir ses exigences en matière de commerce, dans le cadre des négociations du GATT.
Mais ce qui explique la vigueur de la croissance américaine, ce sont d'abord les conditions politiques qui règnent dans ce pays. En témoigne aussi le fait que, pour la première fois depuis les années 60, le budget fédéral est redevenu excédentaire au terme de cette même année 97.

Nouveaux craquements financiers

Mais des craquements de plus en plus forts dans la sphère financière se sont faits entendre. La remontée des taux d'intérêts aux USA en 1994, allant de pair avec le retour de la croissance, a déclenché un véritable krach obligataire, en dévalorisant les titres obligataires émis dans la phase précédente, à tel point que de nombreuses faillites s'en sont suivies.
Plus important encore: la crise du peso qui est partie du Mexique fin 1994 début 1995. Jugulée au prix d'une aide massive et immédiate apportée par les

Etats-Unis, et au prix d'une crise économique violente et brève, elle n'en a pas moins démontré qu'à tout moment, le gigantesque échafaudage du capital fictif, le système de crédit, les banques, pouvaient connaître un infarctus qui les terrasserait.

Un fardeau de plus en plus lourd

Dans le même temps, il faut souligner que les exigences du maintien de la politique "monétariste" sont devenues sans cesse plus pesantes sur l'ensemble de l'économie capitaliste.

D'une part le maintien de taux d'intérêts relativement élevés pèse sur la capacité de recourir au crédit pour opérer de nouveaux investissements productifs, tandis qu'il exige que soit comprimées autant que possible les dépenses des Etats, y compris les dépenses parasitaires, pour pouvoir recourir à l'emprunt à des taux non prohibitifs.
D'autre part il est nécessaire aux Etats de nourrir sans cesse la sphère financière pour qu'elle s'élargisse sans cesse (on peut noter par exemple que l'indice Dow Jones, entre 1982 et aujourd'hui, a augmenté de ... 1 500% !). Car autrement, si l'argent placé sur les marchés financiers ne rapportait plus suffisamment, un krach majeur se produirait immanquablement, tous les capitalistes cherchant à vendre et aucun ne voulant acheter. Et depuis un an, l'ombre d'un tel krach rode sur l'ensemble des places financières de la planète.

En ce sens, la fuite en avant des dépenses publiques japonaises ou coréennes, le rétablissement du contrôle des changes en Malaisie, la suspension des remboursements de la dette par la Russie, et la grande instabilité boursière qui perdure malgré la stabilisation relative qu'on observe depuis octobre, tous ces signes indiquent qu'une limite dans le mode de financement actuel du capitalisme pourrissant est proche d'être atteinte.
Enfin, ajoutons que la pyramide de crédits qui est une condition indispensable de la poursuite de l'accumulation du capital à l'échelle de la planète n'a pas comme moindre revers le fait qu'elle décuple les effets de toute crise économique. C'est précisément ce qui s'est passé en Asie du sud-est.

Au tour de l'Asie du sud-est

Dès son numéro de septembre 1997, CPS soulignait que la crise financière, l'effondrement de la bourse de Bangkok suite à la dévaluation contrainte de la monnaie thaïlandaise, le 2 juillet 1997, n'étaient pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. C'était l'expression d'une situation dans laquelle la croissance économique avait commencé de ralentir en 1996, conséquence, encore une fois, de la baisse du taux de profit, ce qui s'est manifesté à l'échelle internationale par l'apparition de la "déflation", de la baisse des prix, aggravée encore par l'exigence qu'implique la politique monétariste d'une inflation faible.

Or, depuis la récession de 1990, le sud-est asiatique avait fait figure d'eldorado pour le capital. Les conditions sauvages d'exploitations offraient d'excellentes perspectives de profit. L'élargissement du marché qui en a découlé dans ces pays a même été un des principaux vecteurs de l'augmentation massive du commerce mondial en 1994 et 1995. Sur cette base, le surinvestissement en capital, la surspéculation financière et commerciale s'était déchaînée. La chute n'en a été que plus brutale. Les uns après les autres, les pays d'Asie du sud-est n'ont pu maintenir une monnaie stable face aux déficits en tout genre qui s'accroissaient avec le ralentissement économique.

La crise partie d'Asie du sud-est n'a donc pas été une simple "crise financière": l'effondrement des marchés financiers est bien au contraire une conséquence de la marche à une crise économique, et à la fois elle l'a précipitée et considérablement aggravée.
Marx l'avait déjà souligné:

"Dans un système de production où tout l'édifice complexe du procès de reproduction repose sur le crédit, si le crédit cesse brusquement et que seuls aient cours les paiements en espèces, on voit bien qu'une crise doit alors se produire, une ruée sur les moyens de paiements. A première vue, donc, toute crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais, dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est en définitive la base de toute crise." (*le Capital*, livre III, ch. 30, souligné par nous)

Les effets et la propagation de cette crise ont déjà été soulignés au début de cet article: de nombreux "marchés émergents" ont été coulés à pic par la tempête financière, mais encore et toujours sur la base de l'étroitesse et la faiblesse de la production comparée au système de crédit.

Et maintenant que la récession s'avance, rien ne dit que de nouveaux chocs brutaux ne viendront pas mettre à bas tout l'édifice, que le Japon pourra continuer à s'endetter toujours plus sans avoir à en payer le prix, que la Chine ne dévaluera pas, pour ne mentionner que ces hypothèses vraisemblables dont la réalisation précipiterait sans aucun doute une véritable catastrophe économique et sociale sur l'ensemble de la planète.

Anciens et nouveaux défenseurs du capitalisme

Comme toujours en temps de crise resurgissent, parfois dans des habits neufs, les "théories" utilisées par les dirigeants du mouvement ouvrier officiel pour dissimuler leur allégeance au capitalisme banqueroutier.

Les uns, M.Blondel en tête, se proclament "keynesiens". Ils affirment que la "relance de la consommation" est la solution aux crises de surproduction. Mais, on l'a vu, l'origine des crises n'est pas dans les rapports de distribution, mais dans les rapports de production: l'augmentation des salaires, qu'il faut revendiquer évidemment, n'est pas un facteur de "relance" de l'économie capitaliste, mais un acteur de crise, en ce qu'elle contribue à la diminution du taux de profit, tout comme la diminution du chômage.

Les autres proposent de "réguler" le capitalisme, au moyen de

l'intervention de l'Etat, comme si ce dernier était "neutre", n'était pas un instrument au service du capital, de la bourgeoisie.
Le dernier avatar de cette "régulation" est la proposition, qui fait flores, de taxer les transactions financières. C'est en particulier le cas de l'association ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions et l'Aide aux Citoyens) dont on trouve parmi les membres fondateurs l'appareil de la FSU qui ne cesse d'opérer en soutien au gouvernement que dirige Jospin, et derrière lui le PCF.

Incontestablement, le pouvoir destructeur des détenteurs des masses de capital fictif qui circulent aujourd'hui sur les marchés exige une réponse.
Mais, d'une part, c'est une mystification d'expliquer que l'argent circulant sur les marchés, ou du moins une partie prélevée par les Etats, pourrait être investi dans la production ou dans des grands travaux publics, effectivement nécessaires: il s'agit, répétons-le, de capital fictif qui n'a pas d'autre existence que nominale. D'ailleurs, l'inventeur de ce projet de taxe, James Tobin, le sait fort bien, et le rappelle dans *Le Monde* du 17 novembre:

"A vrai dire, en Europe, on s'est souvent trompé sur le sens premier de ma taxe. On pensait que je voulais taxer les mouvements de capitaux pour dégager des ressources qui iraient à une organisation internationale, comme l'ONU, qui les mettrait au service du développement ou de l'environnement. Ce n'était aucunement ma priorité. Mon objet était bien d'essayer de contrôler les mouvements de capitaux à court terme, ceux qui peuvent avoir des effets déstabilisants sur les économies."

Mais surtout, l'ATTAC et ses confrères, qui veulent "réguler" les marchés proposent, en somme, de laisser dans les mains du grand capital les créances et titres de propriétés qui s'échangent sur les marchés financiers: sous des dehors à grand-peine radicaux, ils combattent pour laisser les propriétaires posséder, les exploiteurs exploiter, les oppresseurs opprimer. Mais, certes, certes, en les "régulant".

L.Trotsky a déjà défini l'orientation sur laquelle il faut intervenir, dans le programme de transition: "*L'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit*":

"Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes.
Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'Etat mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique. (...) Cependant, l'étatisation des banques ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'Etat lui-même passe entièrement des mains des exploiteurs aux mains des travailleurs."

C'est dans cette perspective du combat pour exproprier les capitalistes qu'il faut revendiquer notamment aujourd'hui: l'annulation de la dette dont le fardeau pèse essentiellement sur les masses laborieuses, l'expropriation sans indemnité des grands groupes capitalistes, industriels ou financiers (ce qui réduirait à des feuilles de papier sans valeur leurs titres de propriété que sont les actions), qui sont avec les Etats les piliers de la spéculation sur laquelle prospèrent les professionnels du genre (fonds de pension, etc.).

La publication des comptes réels de ces groupes, la mise en évidence du rôle des Etats sur les marchés, révélations qui ne peuvent être réalisée que par l'intervention directe des travailleurs directement concernés, ne manquerait pas de le mettre plus encore en pleine lumière que cela ne l'est aujourd'hui.

Voilà sur quelle ligne on doit se situer si l'on prétend vraiment s'en prendre aux "spéculateurs", c'est-à-dire à toute la poignée de capitalistes, spécialisés ou non dans l'intervention sur les marchés financiers, qui possèdent ou contrôlent l'essentiel de la richesse sociale.

Exproprier le capital

Le capitalisme roule vers l'abîme. Mais même quand se produira une crise dislocatrice du marché mondial et des échanges, dans la lignée de celle qui frappa à partir de 1929, si le prolétariat ne prend pas le pouvoir, alors le capitalisme ne disparaîtra pas, et même sur des ruines il perdurera.

Il faut ouvrir au prolétariat la seule issue qui permette de ranger les crises, le chômage et la misère dans les livres d'histoire: celle de l'organisation de la production en fonction des besoins des masses, en fonction d'un plan de production élaboré et réalisé sous le contrôle des producteurs eux-mêmes, à l'échelle de toute la planète, celle du socialisme.

La poursuite de la crise économique et financière mondiale depuis plus d'un an souligne avec force: non seulement pour se maintenir le régime capitaliste doit impérativement développer une réaction sans fin contre le prolétariat, la population laborieuse, la jeunesse, mais encore, un peu plus tôt, un peu plus tard, dans sa faillite, il risque d'emporter la civilisation humaine.
Les phrases suivantes sont aujourd'hui d'une brûlante actualité :

Sans révolution socialiste, et cela dans la plus prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe.

Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire».

(L.Trotsky - *Programme de transition*)

Le 21 décembre 1998

Grande-Bretagne, après 18 mois du gouvernement Blair, un premier bilan :

UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DU CAPITAL

Les tories chassés du pouvoir

Le 1er mai 1997 se sont déroulées les élections générales en Grande-Bretagne. Avec 419 sièges obtenus au Parlement, le Labour Party remportait une victoire écrasante tandis que le parti conservateur s'effondrait en ne conservant que 165 députés, le plus bas niveau jamais atteint dans l'histoire des tories (le n° 68 de CPS, de juin 1997, analyse d'une manière détaillée le résultat de ces élections).

Suite à près de 18 années des gouvernements conservateurs Thatcher puis par Major, le prolétariat anglais s'est à nouveau massivement rassemblé derrière le Labour Party pour chasser le gouvernement des tories, pour en finir avec le gouvernement conservateur au service du capital. Malgré le caractère ultra dégénéré du " New Labour ", malgré des années de trahison par ce parti des intérêts de la classe ouvrière anglaise face aux gouvernements conservateurs, le prolétariat n'avait pas d'autre possibilité dans ces élections pour poser la question du pouvoir, celle d'un gouvernement ouvrier mettant fin aux attaques brutales dont il a été l'objet depuis 1979 (voir aussi sur cet aspect CPS n° 68).

Pour mesurer l'ampleur de ces attaques, il suffit de rappeler que la politique de Margaret Thatcher, comme celle de Ronald Reagan aux Etats-Unis, était devenue l'une des références pour toutes les bourgeoisies en matière de programme à mettre en œuvre pour liquider les acquis de leur propre prolétariat, et ainsi faire baisser le prix de la force de travail afin de repousser autant que possible les échéances de la dislocation de l'économie capitaliste en luttant contre la baisse tendancielle du taux de profit.

Après un peu plus de 18 mois de gouvernement du Labour Party sous la direction de Tony Blair, un premier bilan peut être tiré.

Force est de constater que le nouveau gouvernement a inscrit sa politique dans la continuité de celle de ses prédécesseurs et qu'à ce jour le prolétariat anglais n'a pas eu les ressources politiques d'utiliser la défaite infligée à sa bourgeoisie sur le terrain électoral.

La constitution du gouvernement Blair

La composition du gouvernement de Tony Blair constitue en soi un acte d'allégeance visant à rassurer la bourgeoisie anglaise sur son intention de servir au mieux les intérêts du capital. En aucun cas il ne s'agit d'un gouvernement du seul Labour Party : il inclut en son sein des représentants directs de la bourgeoisie:

" Lord Sainsbury, l'un des plus riches capitalistes britanniques grâce à sa chaîne de magasins ; lord Simon, secrétaire d'Etat au commerce, ex-manager de British Petroleum ; M. Martin Taylor, dirigeant de la Barclays Bank, chargé de la réforme de la sécurité sociale ; M. Peter Davis, dirigeant du groupe d'assurances Prudential, chargé du groupe de réforme sur l'Etat du bien-être " (*Le Monde Diplomatique*, décembre 1998).

Comme clairement indiqué lors de la campagne électorale, le gouvernement Blair a respecté son " engagement " à ne pas remettre en cause et même à appliquer le budget de l'Etat adopté précédemment par la majorité conservatrice, budget qui en Grande-Bretagne comme en France concentre la politique anti-ouvrière des gouvernements bourgeois.

Le *Monde Diplomatique* déjà cité précise :

" Dès ses premiers jours, le gouvernement n'a laissé aucun doute sur ce que seraient ses priorités. La politique des taux d'intérêts fut abandonnée à un cénacle non élu de la Banque d'Angleterre – une " réforme " devant laquelle même Madame Thatcher et Monsieur John Major avaient reculé ; la " rigueur " budgétaire s'installa avec la confirmation par le gouvernement des politiques de freinage des dépenses publiques déjà décrétées par les conservateurs ".

Fait significatif, deux mois après la constitution du gouvernement Blair, les hôtesses et les stewards de British Airways s'engageaient dans la grève contre la politique salariale de la direction résultant d'un nouveau plan d'économie. *Le Monde* des 13 et 14/7/97 indiquait :

" Le conflit qui agite BA, la compagnie la plus rentable au monde, est exemplaire à plusieurs égards. C'est le plus important qu'ait connu BA depuis sa privatisation en 1987. Surtout, c'est le premier mouvement social auquel le nouveau gouvernement travailliste doit faire face. Ses réactions étaient très attendues. D'autant que Tony Blair et Bob Ayling (le P.D.G. de BA- NDLR) sont proches. Le premier ministre britannique refuse de se mêler de ce conflit, laissant la direction de BA et aux syndicats le soin de trouver une issue "

Et *Le Monde* précisait :

" M. Ayling a fait preuve durant ce conflit d'un antisyndicalisme fort, s'appuyant sur une législation du travail britannique en matière de droit de grève plus que restrictive depuis le passage au pouvoir de Margaret Thatcher, puis de John Major. Conformément à ses droits, il a ainsi menacé à plusieurs reprises de licencier les grévistes, de les attaquer en justice pour qu'ils payent des dommages et intérêts compte tenu du préjudice subi par la compagnie, ou encore de bloquer leur promotion "

Fort du soutien implicite de Tony Blair, et de la capitulation des dirigeants du syndicat TGWU (Transport General workers Unions), la direction de British Airways obtenait en trois jours que les grévistes reprennent le travail sans avoir rien obtenu.

Les travailleurs anglais étaient clairement avertis sur les intentions du gouvernement à leur égard.

Sur la voie tracée par le gouvernement de John Major

A la veille des élections générales du premier mai 1997, un " conseiller " de la banque d'Angleterre, partisan du parti conservateur, précisait les tâches prioritaires du prochain gouvernement :

" Certains problèmes n'ont pas été résolus, en particulier celui de l'Etat providence. Beaucoup de personnes sont toujours assistées et la plupart devraient cesser de toucher des allocations. La politique sociale est trop laxiste. Nous n'avons pas de marché semi - libre pour l'éducation ou la santé. l'Etat tient toujours les cordons de la bourse alors que l'argent devrait être dépensé par les individus " (Le Monde du 15/4/97).

Ce "conseiller" résumait le programme du prochain gouvernement conservateur si ce parti avait gardé le pouvoir. C'est dans cette voie que s'est pourtant engagé le nouveau gouvernement Blair. Tirant le bilan de 18 mois de ce gouvernement, *Le Monde Diplomatique* de décembre 1998 résume :

" A mesure que la poussière rhétorique se dissipe, les continuités avec le thatchérisme – faible fiscalité sur les revenus, privatisations, flexibilité du marché du travail – apparaissent, en effet, sous une lumière plus crue (...). Et depuis un an, les prestations aux parents célibataires et les pensions ont été amputées, les universités sont devenues payantes et diverses formes de privatisation – pudiquement qualifiées de " partenariat entre le public et le privé " - ont concerné le financement des transports, des hôpitaux et des prisons "

Ce bilan tiré à grands traits est-il exagéré ? Force est de constater que tel n'est pas le cas !

la " réforme " du système de la sécurité sociale...

Dès le mois de décembre 1997 le gouvernement Blair présentait ses projets concernant la " réforme " du système social britannique et plus particulièrement celle du système de santé. De fait il s'agissait clairement de poursuivre la liquidation du "Welfare state" engagée par les gouvernements conservateurs précédents. On pourrait dire à ce sujet " *Margaret et John en avaient rêvé, Tony est en passe de la réaliser*". Il est d'ailleurs à souligner que la présentation de ces projets a provoqué de fortes réactions au sein du parti travailliste.

Le journal *Les Echos* du 11/12/97 résumait ainsi ces projets :

" De fait en s'en tenant aux prévisions des dépenses publiques héritées des conservateurs pendant deux ans, le gouvernement Blair a repris à son compte leur projet de réduction des aides sociales. Pour justifier l'adoption de cette mesure – qui pourrait faire perdre jusqu'à 11 livres (110 francs) par semaine à certaines mères au foyer -, la secrétaire d'Etat à la sécurité sociale, Harriet Harman a rappelé hier la volonté du gouvernement d' " encourager les parents isolés à retourner au travail sans se contenter du faible niveau de vie que leur offrent des allocations ".

(...) Derrière le vote test de l'aide aux parents isolés, c'est toute la réforme du système d'aides sociales et d'allocations familiales (100 milliards de livres) qui se profile. Le chancelier de l'Echiquier Gordon Brown n'a pas caché d'un bon œil la suppression des allocations familiales au profit d'un système de crédit d'impôts à l'américaine et certains observateurs lui prêtent l'intention de réduire de 23% certaines allocations en les rendant imposables "

Au total, le premier budget présenté par le gouvernement a concentré de nouvelles coupes franches dans les budgets dits " sociaux " ; *Les Echos* du 6/1/98 indiquaient :

" ...le montant global des économies devrait s'élever à 3,2 milliards de livres (32 milliards de francs) sur deux ans, soit une économie nette de 2 milliards de livres après déduction de nouvelles aides créées. Une révision du système social que le gouvernement justifie par l'inflation des allocations dont bénéficient aujourd'hui 30% de la population (contre 4% en 1951). "

En réalité les " nouvelles aides " consistaient pour l'essentiel, en conditionnant leur obtention par les bénéficiaires à l'acceptation des " petits boulots " sous payés (le retour au travail cher à Tony Blair), à subventionner les patrons. En définitive, le premier budget du gouvernement Blair sera analysé dans les termes suivants par le journal patronal français *Les Echos*: " ***Londres : le budget de Gordon Brown comble le patronat, mais déçoit les syndicats*** " et Gordon Brown, selon la même source, précisait " ***La réforme va réduire le coût du travail pour quelque 13 millions de salariés*** ".

Pour le gouvernement Blair, il ne s'agissait que d'un premier pas. De mars 1998 à ces dernières semaines se sont succédés à son initiative, les rapports et les " livres blancs " sur la réforme de la sécurité sociale, tous sur la même orientation : passer du " Welfare state " au " Workfare state " (en parler patronal français: passer de "l'assistance" au "travail").

En particulier, l'accent a été mis sur la nécessité d'imposer des systèmes de retraites complémentaires obligatoires privés et drainés par les groupes capitalistes dans le secteur des assurances qui apprécient à juste titre :

" L'association des assureurs britanniques est favorable à un système volontaire avec des contributions déductibles "

(*Les Echos* du 27/3/98).

...vers la liquidation du " Welfare state "

Le " Welfare state " désigne en fait une grande partie des conquêtes arrachées par le prolétariat anglais lors de la vague révolutionnaire de l'immédiat après guerre CPS n°68 rappelait :

" En 1946 étaient adoptées les lois instaurant le " Welfare state " (l'Etat providence) : le National Insurance Act établissant les régimes d'assurance chômage, maladie, accident du travail et de retraite ; le National Health Service Act assurant l'accès libre et gratuit aux soins ; le Butler Act établissant un important programme de logements sociaux ; le Trade Union Act rétablissant les droits syndicaux amoindris de 1927 "

Dans la lignée des gouvernements Thatcher et Major, dès sa constitution, le gouvernement Blair s'est donné pour objectif central de liquider ce qui restait debout de " l'Etat providence "

après 18 ans de gouvernement conservateur. Durant sa première année aux " affaires ", il a opéré avec une relative prudence. Les mesures dans cette voie découlant de son premier budget adopté en mars 1998 restaient en réalité limitées.

En mars 1998, le gouvernement Blair publiait son "livre blanc" sur la réforme de la sécurité sociale. *Les Echos* des 27 et 28 mars 1998 commentaient :

" Derrière ce Livre Blanc – présenté comme le projet de réforme sociale le plus important depuis la création du " Welfare state " -, il y a la patte du controversé secrétaire d'Etat à la Réforme Sociale, Frank Field (secrétaire d'Etat si ouvertement réactionnaire que Tony Blair a du se résigner à accepter sa démission lors d'un remaniement ministériel annoncé le 27/7/98 - Ndlr).

Ce franc-tireur du Labour, hautement apprécié par Margaret Thatcher, a été chargé par Tony Blair de " penser l'impensable ". Farouche partisan des incitations au travail et de la lutte contre la fraude aux allocations ", il a toutefois dû tempérer certaines de ces intentions radicales à la suite de divergences avec le ministre de la Sécurité sociale, Harriet Harman, proche du chancelier de l'Echiquier "

Une offensive tous azimuts

En avril 1998, Blair annonçait son " New Deal ", une sorte de plan emplois jeunes version outre Manche que *Les Echos* du 8/4/98 résumaient ainsi :

" Selon le système fondé sur les travaux du Centre de performance économique de la London School of Economics (LSE), tout jeune chômeur de plus de six mois se voit offrir une période d' " assistance intensive " de quatre mois au terme de laquelle il doit choisir entre un emploi subventionné (60 livres par semaine pendant six mois), une formation, la participation à un programme d'environnement ou un travail bénévole. En cas de refus de ces 4 possibilités, le jeune demandeur d'emploi perd le droit à ses allocations chômage "

En juillet 1998, le gouvernement Blair présentait un " ambitieux programme de dépenses publiques ", pour les domaines de la santé et de l'éducation dont les ressources étaient avant tout prises sur les économies réalisées sur les budgets sociaux, le blocage des salaires des fonctionnaires et les privatisations. *Le Monde* du 16/7/98 indiquait :

" Tout cela n'est pas sans contreparties. Les ministères devront faire de gros efforts pour mériter cette manne, conditionnée à l'application de réformes. " Pas d'argent sans modernisation ", a déclaré M. Brown. Chaque département a dû négocier avec le treasury (ministère des finances) une sorte de contrat de plan sur trois ans fixant les objectifs à atteindre, les moyens d'y parvenir et les modalités de contrôle. La barre a été placée haut/ le taux d'amélioration des services sera fixé entre 3% et 10%.

Simplification, regroupement de services redondants, meilleure coordination devraient permettre d'économiser de précieuses livres. La vente d'actifs de l'Etat devrait rapporter 11 milliards de livres. Les hausses de salaires seront modérées, au niveau des objectifs gouvernementaux d'inflation (2%) et négociée ministère par ministère en fonction des conditions locales. " Une gifle " selon certains syndicats (...) Ces économies et ces réformes ne seront pas suffisantes pour produire l'argent nécessaire. Mais M. Brown considère que les effets de sa discipline budgétaire fera le reste. La remise au travail des jeunes devrait permettre de réduire le budget social "'

La concrétisation des " gros efforts pour mériter cette manne " est analysée ainsi. Dans le domaine de la santé :

" Le ministre de la santé, Franck Dobson, a annoncé la création d'un organisme de surveillance chargé de contrôler les performances des médecins et les hôpitaux défaillants et de publier des " palmarès " faisant état des taux de mortalité. Une politique de classement basée sur la transparence (" name and shame ") chère au gouvernement travailliste de Tony Blair, qui entend l'appliquer aux écoles publiques " (Les Echos du 4/7/98).

Et dans celui de l'enseignement :

" Mais si le gouvernement travailliste a confirmé, hier, sa promesse de 19 milliards de livres (180 milliards de francs) de crédits publics supplémentaires sur trois ans pour l'éducation, malgré les menaces de récession, il prépare aussi une " réforme radicale " du statut des enseignants avec l'instauration d'un système de salaires au mérite. " Si un directeur d'école réussit à redresser une école défaillante pourquoi ne gagnerait-il pas 60.000 ou 70.000 livres par an (environ 665.000 francs) ? de la même manière, s'ils ne sont pas capables de diriger convenablement une école, ils ne doivent plus le faire ", a lancé Tony Blair (...) le ton est donné : l'effort budgétaire de l'Etat aura pour contrepartie un système " méritocratique " exigeant. " (Les Echos du 24/10/98).

A propos du salaire minimum

En mai 1998, le gouvernement Blair approuvait les recommandations de la commission sur les bas salaires concernant la fixation du salaire horaire minimum ... à la grande satisfaction du patronat britannique. Selon *Les Echos* du 29/5/98:

" De toutes les promesses électorales du New labour, la création d'un salaire minimum était sans doute la plus attendue par les syndicats. Et la plus " sensible " pour un patronat si attaché à la sacro-sainte flexibilité du marché du travail héritée de l'ère Thatcher (...)

Savamment préparée et testée par quelques fuites dans la presse, l'annonce de la recommandation de la Low Pay Commission a été faite le 2è mai lors du dîner de gala annuel de la principale organisation britannique (le CBI, l'équivalent du MEDEF en Angleterre - Ndlr) en présence de Tony Blair. Tout un symbole. Même si le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre vis-à-vis de la recommandation de la commission présidée par l'économiste Georges Bain, il y a peu de chances qu'il s'en écarte. C'est " le maximum acceptable " pour le patronat britannique, a clairement laissé entendre sir Colin Marshall, le président de British Airways et de la CBI. " à ce niveau raisonnable, cela devrait pouvoir marcher en évitant des pertes d'emplois significatives et un niveau d'inflation additionnel ", estime sir Colin Marshall. Outre le niveau de 3,60 livres applicables dès avril 1999, la commission

recommande également une exemption pour les jeunes salariés âgés de 16 à 18 ans, un taux réduit de 3,20 livres pour les 18-21 ans et un relèvement des deux taux de 10 pence en juin 2000 "

Pour certaines catégories de travailleurs, " le SMIC britannique inclurait les pourboires " (*Les Echos* du 12/6/98)...

avec la bénédiction de la reine

L'annonce des orientations qui présideront à l'élaboration du budget 1999, présentées cet automne dans un prérapport (le traditionnel " green budget " en Grande-Bretagne) confirme que le gouvernement Blair entend s'engager cette fois d'une manière plus incisive que lors de la préparation du budget 1998. *Les Echos* du 4/11/98 rapportent :

" Mais la véritable " surprise du chef " a été surtout l'annonce d'avantages fiscaux destinés à encourager la participation de salariés dans les entreprises. " je veux encourager la nouvelle culture du travail en équipe où chacun contribue et participe au succès de l'entreprise. Par conséquent, nous ferons en sorte dans le prochain budget de faciliter la possibilité pour les salariés, et non pas seulement quelques-uns, de devenir actionnaires de leur entreprise " .a déclaré hier le chancelier de l'Echiquier (...)

Parallèlement après avoir réduit de 32% à 30% l'impôt sur les bénéfices des entreprises et à 20% pour les PME, le chancelier de l'Echiquier a laissé entrevoir une nouvelle baisse d'impôt pour les petites entreprises dans le prochain budget." Après avoir réduit le déficit budgétaire britannique de 28 milliards de livres à 8 milliards de livres par an, le gouvernement travailliste table sur un excédent de 1 milliard de livres en 1999 et de 3 milliards en 2000-2001, grâce à son " approche plus prudente " des recettes fiscales (...) pour améliorer la productivité du secteur public, le gouvernement envisage notamment de réduire de 20%, d'ici à 2001, l'absentéisme des fonctionnaires dont le coût est estimé à 6 milliards de livres (57 milliards de francs) par an ".

Aussi, lors de la présentation du programme législatif du gouvernement pour la prochaine session parlementaire, la reine Elisabeth II ne s'est pas fait prier pour reprendre à son compte les objectifs de Tony Blair, lui-même très respectueux des institutions de la monarchie anglaise, n'ayant pas omis de verser sa larme avec le " bon peuple " à l'occasion de la mort de Lady Diana. *Les Echos* du 25/11/98 résumaient :

" Outre la réforme de la chambre des lords, les priorités du gouvernement de Tony Blair annoncée hier par la reine portent sur la réforme du système de sécurité sociale et de la modernisation du service public de santé "

La politique du gouvernement Blair ne s'arrête pas là. Il faut aussi mentionner la poursuite de la politique des privatisations qui touche par exemples le contrôle aérien et le métro londonien. Il faut aussi noter le renforcement de l'arsenal répressif contre la classe ouvrière et le jeunesse sous prétexte de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité. Dans ce registre le gouvernement Blair n'a rien à envier aux conservateurs.

Contre les libertés démocratiques

En août 1998, le parlement a été appelé en session extraordinaire, suite à l'attentat d'Omagh en Irlande du Nord, pour adopter un renforcement de la législation " antiterroriste " qui prévoit, entre autres mesures,

" la possibilité de condamner des terroristes présumés sur la foi d'une simple déposition sous serment d'un haut responsable de la police, ainsi que l'utilisation comme preuve devant les tribunaux d'enregistrements de conversations téléphoniques.

Le refus de répondre aux questions des enquêteurs et la rétention d'information seront en outre traits comme délits "

(*Le Monde* du 27/8/98).

En matière de " lutte contre la délinquance juvénile ", les déclarations du ministre de l'intérieur du gouvernement Blair, Jack Straw, sont édifiantes :

" Une culture de l'excuse s'est développée dans le système judiciaire pour mineurs. Une excuse de sa propre inefficacité et trop souvent des délinquants y sont déférés, sous prétexte qu'ils sont victime de leur environnement social. On les met trop rarement face à leurs propres responsabilités.

Le système leur permet de continuer à gâcher leur vie et à perturber la vie de leur famille et de la communauté " (*Le Monde* du 14/5/98)

Dans cette voie, les mesures répressives contre la jeunesse ont été considérablement durcies. Le même journal indiquait, entre autres mesures,

" Fini les mises en garde à répétition jamais suivies d'effet : après un seul avertissement de la police, les jeunes feront connaissance avec les tribunaux. La justice devra être rapide, voire expéditive (...) les tribunaux pourront placer sous supervision les moins de dix ans " tentés " par la délinquance ou les comportements antisociaux (...) un couvre-feu pourra aussi leur être imposé par les autorités locales. Les douze à quinze ans pourront être détenus dans les maisons de redressement. Les seize à dix-sept ans pourront être emprisonnés. "

Après plus de 18 mois de gouvernement Blair, pour les travailleurs de Grande-Bretagne, c'est la confirmation que ce gouvernement est entièrement au service du capital, autant par sa politique passée que par son programme à venir. Il met en œuvre une politique réactionnaire sur toute la ligne, conformément à sa nature, celle d'un gouvernement bourgeois.

La question de l'Irlande du Nord

Le 22 mai 1998, en Irlande, au Nord comme au Sud a été ratifié par référendum l'accord de " paix " du 10 avril 1998, conclu sous l'égide de Tony Blair, épaulé directement par Bill Clinton en personne. Le 25 juin se sont déroulées en Ulster les élections à l'Assemblée régionale instituée par cet accord.

Dès l'automne 1997, Blair avait multiplié les initiatives pour avancer dans le règlement de la question irlandaise, au compte de l'impérialisme anglais. L'accord du 10 avril 1998 constitue une victoire pour

l'impérialisme anglais. En effet, cet accord entérine la division de l'Irlande, et, quand bien même il ne serait pas mené à son terme, l'essentiel est que le Sinn Fein et le gouvernement de Dublin s'y sont ralliés.
Il prévoit :
- l'abandon des articles 2 et 3 de la constitution irlandaise qui stipulaient le principe de l'unification de l'Irlande.
- l'engagement au désarmement de l'IRA dans les deux ans. Le désarmement des milices protestantes figure aussi dans l'accord, mais il est clair que la première des milices protestantes, ce sont les forces armées de l'Etat britannique.
- l'accord dit que la majorité de la population de l'Ulster, et non pas celle de toute l'Irlande, décidera par référendum : c'est déjà reconnaître le fait accompli.
- Une assemblée locale est mise en place, qui récupère une série d'attributions mineures (elles ne valent pas plus que celles du conseil d'autonomie palestinienne). Aucune décision ne peut y être prise sans un vote majoritaire des protestants et des catholiques, ou à défaut un vote à 60% avec le soutien d'au moins 40% des députés catholiques et protestants (car, fait significatif, c'est ainsi que les députés à ce parlement local sont catalogués d'avance!).

La mise en place de cette assemblée est importante: une conséquence du soulèvement des irlandais opprimés en Ulster en 1968 avait été la destruction du parlement local d'Irlande du Nord, que l'impérialisme britannique n'était pas parvenu à reconstituer jusqu'ici.

- Enfin, deux conseils sont mis en place: un conseil Nord-Sud pour organiser la coopération économique entre les deux parties de l'Irlande, et un autre irlando-britannique, avec les représentants de Galles, Ecosse et Angleterre, ainsi que les représentants du gouvernement de Dublin. *Le Monde* du 12-13/4/98 le dit sans détour: "*il a pour objet d'ancrer la province dans le Royaume-Uni*"

Evidemment, cet accord ne réglera pas la question irlandaise : la question irlandaise ne peut avoir de solution définitive dans le cadre de l'impérialisme pourrissant. Seul le prolétariat peut unifier l'Irlande, en expulser les troupes britanniques: pour cela, il doit combattre pour le pouvoir.

Encore faut-il préciser ce que Marx écrivait dans une Lettre à Kugelmann datée du 29 septembre 1869:

" Je suis de plus en plus persuadé que la classe ouvrière anglaise ne pourra jamais rien faire avant de rompre de la façon la plus décisive avec la politique des classes dominantes dans la question d'Irlande, tant qu'elle ne prendra pas l'initiative de la dissolution de l'union forcée de 1801 et de son replacement par un accord sur un pied d'égalité. (...)
Incontestablement, c'est la classe ouvrière anglaise qui fera pencher la balance en faveur de l'émancipation sociale, c'est donc là qu'il faut placer le levier. "

C'est en réalité en Angleterre que se joue le sort de l'Irlande. En entérinant cet accord au lieu de le dénoncer, au lieu de se prononcer pour le retrait des troupes britanniques et, ans condition, pour l'unité de l'Irlande, le Labor Party, la direction du T.U.C., dont les responsabilités sont décisives, poursuivent leur politique de trahison des intérêts de la classe ouvrière britannique, indissociable de celle du peuple irlandais, en soutien à l'impérialisme britannique dans sa tentative de maintenir son joug sur l'Ulster et par là même de perpétuer la division de l'Irlande.

L'impérialisme britannique : un maillon faible

Dans le club des puissances impérialistes dominantes, l'impérialisme britannique reste l'un des maillons les plus fragiles. Les coups portés à la classe ouvrière par la bourgeoisie avec Thatcher et Major, politique poursuivie par le gouvernement Blair, aussi importants soient-ils, ne suffiront pas à redonner au capitalisme anglais un peu de sa splendeur du passé, même s'il a pu momentanément, grâce à ces coups, regagner en compétitivité par une surexploitation accrue de son prolétariat.
Expression de l'affaiblissement du capitalisme anglais: selon *Libération* du 13/8/98 " *les services représentent 75% de l'activité britannique*" tandis que sa production industrielle se situe au quatrième rang en Europe, derrière celle de l'Italie, ne représentant plus que 20% du PIB, et 18% de l'emploi.

Face à la récession qui s'annonce et menace, parmi les impérialismes européens, l'impérialisme britannique est l'un des premiers touchés. Une des raisons réside dans ses relations commerciales héritées de l'histoire avec les pays du Sud Est asiatique. Mais surtout, les handicaps chroniques du capitalisme anglais perdurent :

" avec le ralentissement de l'économie britannique, les faiblesses structurelles de l'industrie, longtemps masquée par la sous-évaluation de la livre réapparaissent "

et, malgré les coups portés contre le prolétariat :

" la faible productivité de la main-d'œuvre, le manque de qualifications, des investissements insuffisants perdurent dans les firmes industrielles " (*Le Monde* du 29/9/98).

Depuis quelques mois les prévisions pessimistes sur l'évolution de l'économie anglaise s'accumulent. En quelques semaines, au cours de l'automne 1998, les prévisions de croissance pour 1999 ont été ramenées de 2,5% à moins de 1%, c'est à dire à une prévision de stagnation selon les critères des économistes bourgeois. Déjà les conséquences sont dramatiques pour le prolétariat anglais. *Le Monde* du 29/9/98 indique:

" Depuis le début de l'été, les groupes industriels ont recommencé à annoncer des plans de licenciements gigantesques. Les syndicats prédisent la perte de 500 000 emplois en 1998 ".

Ainsi, sont annoncés 12000 licenciements à British Steel, 1100 à Vickers, 1500 chez Rover, 1100 chez Siemens etc. Pour tenter de freiner la marche à la récession, la banque d'Angleterre s'est engagée pour la première fois depuis juin 1996, dans une politique de baisse des taux d'intérêts. Le 5 novembre 1998, pour le deuxième mois consécutif, la banque centrale britannique a baissé le loyer de l'argent en ramenant son taux de base à 6,75% en invoquant:

" le ralentissement de la croissance interne ainsi que la détérioration de l'environnement international "

(*Les Echos* du 6-7/11/98).

Elle décidait d'une nouvelle baisse de son taux de base le 10 décembre 1998. C'est cette situation nouvelle que va devoir prendre en charge le gouvernement Blair. La récession économique qui se précise va impliquer une nouvelle offensive contre le prolétariat britannique.

La question de l'union Européenne

La question de l'union européenne divise profondément la bourgeoisie anglaise. L'une des raisons de la défaite des conservateurs aux dernières élections générales réside dans les fractures sur cette question au sein de leur parti. Face à l'incapacité de John Major à maîtriser le clan des " euro-septiques ", et par crainte que ces derniers du fait de leur virulence ne permettent pas une négociation dans les meilleurs intérêts de l'impérialisme britannique, une partie significative des porte-parole du capital avaient appelé à voter pour le " New labour " (voir aussi CPS n° 68 déjà cité).

Le gouvernement Blair s'est efforcé de négocier au mieux les intérêts de son impérialisme, dans un premier temps, comme le fait le gouvernement sous la direction de Jospin en France, en appelant au rassemblement du " pays " et à la réalisation de l'union nationale pour l'union européenne. En effet, l'impérialisme anglais ne peut pas rester en marge des négociations sur la mise en place de l'euro. La bourse de Londres reste la première bourse d'Europe (la capitalisation y atteignait 11776 milliards de francs en octobre 1998, soit plus double de celle de la seconde place financière en Europe, la bourse de Francfort). Il faut ajouter que près de 60 % des échanges de la Grande-Bretagne s'effectuent avec les pays membres de l'Union européenne: pour le capitalisme anglais, comme pour les autres capitalismes d'Europe, la dislocation de l'Union européenne serait un véritable séisme.

A tout moment le gouvernement Blair a accompagné les négociations au sein des cercles dirigeants de l'impérialisme anglais. Jusqu'à la fin de l'année 1997, il s'est cantonné dans une certaine réserve. En janvier 1998, les cercles dirigeants de l'impérialisme britanniques se sont clairement prononcés. *Les Echos* du 6/1/98 rapportent : " *Les ténors du parti conservateur se rallient à la politique européenne de Tony Blair* ". Ces mêmes " ténors " déclaraient :

" Un nouveau gouvernement, doté d'une large majorité, désireux de jouer un rôle moteur en Europe, a aujourd'hui la possibilité de transformer son discours positif en action. Les conservateurs, engagés à mettre la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe, soutiendront Tony Blair et ses collègues en vue de prendre les bonnes décisions sur les questions difficiles qui vont se présenter au cours des six prochains mois et au-delà ".

Le 20 janvier 1998 " *Tony Blair propose une "alliance patriotique " aux tories pro-européens* " (*Le Monde* du 23/1/98) : le gouvernement de Tony Blair n'a pas manqué de respecter " mandat " donné par le parti conservateur. Tout en réservant la date de l'entrée officielle de la livre dans l'euro jusqu'en 2002, Tony Blair et son gouvernement ont utilisé à plein la présidence de l'union européenne pour négocier au mieux les intérêts de l'impérialisme britannique. En octobre 1998, Tony Blair pouvait déclarer :

" Nous avons clairement dit que nous voulions le succès de l'euro, nous y travaillons, et plus encore nous y préparons notre pays. Savez-vous que la City, à Londres, aura un système de paiement en euro en état de fonctionnement pour le 1er janvier 1999 ? Nous avons lancé une grande campagne d'information pour la préparation du public et nous avons reçu 250000 demandes de renseignements. Notre position est très constructive mais, je le répète, le bénéfice économique de l'euro pour le Royaume-Uni doit d'abord être clairement établi et sans ambiguïté " (Le Monde du 22/10/98).

S'il est une question décisive sur laquelle le gouvernement Blair a contribué à refouler les contradictions de la bourgeoisie anglaise, c'est bien celle de l'Europe.

Tony Blair : pointe avancée du combat contre le socialisme

Parlant en tant que leader du " New Labour " Tony Blair s'est fait l'apôtre de la " troisième voie ". Dans un discours devant l'Assemblée nationale en France, à l'invitation de Laurent Fabius il en définissait ainsi les contours :

" Les entreprises et leurs salariés doivent être constamment ouverts aux idées nouvelles, constamment adaptables pour affronter la nouveauté dans de bonnes conditions. Si le marché du travail ou l'économie se rigidifient, s'il est trop difficile pour les entreprises de fonctionner efficacement ou trop cher d'embaucher, on ne fait qu'aller vers une autre forme d'injustice.
La meilleure sécurité de l'emploi ne tient pas aujourd'hui à la protection de la loi, mais à la qualification, à l'optimisation des compétences et à l'action d'un service de l'emploi et de la solidarité qui permet à chacun d'aller plus loin et d'aller plus haut "
(*Les Echos* du 25/3/98).

A l'écoute de ce discours, Jacques Chirac déclara " *c'était un discours très agréable à entendre, plein d'humour et de dynamisme. Un discours exceptionnel* " après s'être déclaré " *très impressionné par la qualité de ce discours, sa profondeur, ses analyses, ses propositions* " (ibid.)

A la veille du sommet européen de Cardiff, Tony Blair précisait :

" ...la nécessité de mener à bien des politiques d'assouplissement des marchés du travail et d'allégement du cadre réglementaire de notre activité, indispensables à notre prospérité, s'impose de plus en plus. (...) C'est ce que j'entends par la " troisième voie " : jeter aux oubliettes l'approche normative vieux jeu pour agir en priorité sur l'éducation et l'apprentissage (...) " (Les Echos des 12 et 13/6/98)

Sur cette "voie", Tony Blair a précisé ses objectifs :

" fonder une internationale de centre gauche, se substituant à l'Internationale socialiste dont il est membre, avec notamment, le Parti démocrate de Bill Clinton "
(*Le Monde* du 4/8/98).

A son initiative, s'est tenu, le 21 septembre 1998, en marge de la 53ème assemblée générale de l'ONU, un forum avec la participation de Bill Clinton, de Romano Prodi et du président bulgare, Petar Stoïanov, pour

débattre du " *renforcement de la démocratie dans la mondialisation économique* " (*Le Monde* du 23/9/98).

Au nom de la " troisième voie ", Tony Blair est à l'avant-garde du combat contre le socialisme. Car ce n'est pas seulement en tant que chef du gouvernement qu'il parle ainsi, mais aussi en tant que dirigeant du Labour Party, parti politique du prolétariat anglais.

La place du Labour Party

Tony Blair a été porté au pouvoir en tant que dirigeant du Labour Party, historiquement le parti ouvrier, aussi dégénéré soit-il, du prolétariat anglais. Comme l'ensemble des partis de la deuxième internationale, ce parti est définitivement passé du coté de l'ordre bourgeois en août 1914.

Depuis l'accession au pouvoir de Tony Blair, le Labour Party, comme les dirigeants du TUC, le Trade Union Congress qui fédèrent la plupart des organisations syndicales ouvrières, lesquelles sont adhérentes en tant que telles au Labour, a apporté un soutien indéfectible à son gouvernement. Le Labour est irrémédiablement attaché au maintien de l'ordre bourgeois. Pour cette raison fondamentale, en toutes circonstances, il cherche à s'adapter à la politique du gouvernement Blair toute entière dévouée à la défense des intérêts de la bourgeoisie anglaise.

Pourtant, malgré le caractère ultra dégénéré de ce parti, qui dans son ensemble se plie au programme à consonance patriotique et nationaliste de son chef, lequel se prononce ouvertement pour la liquidation du Labour lui-même au profit d'un parti démocrate "à l'américaine", la contradiction entre sa politique, concentré dans son soutien au gouvernement, et les aspirations du prolétariat britannique qui a massivement voté pour lui pour en finir avec la politique des conservateurs, s'expriment en son sein. Ainsi, *Le Monde Diplomatique* de décembre 1998 soulignait :

" M. Blair aime à prétendre que la vague des adhérents travaillistes attirés par la perspective de la victoire électorale lui a permis de créer " un parti authentiquement nouveau ". Mais, en vérité, ces membres ressemblent à s'y méprendre aux anciens. Cet automne, lors d'un vote par correspondance destiné à pouvoir six postes au comité exécutif du parti, les candidats de l'aile gauche s'en sont adjugé quatre. Et les hommes d'appareils dévoués au premier ministre ne savent plus quelle ruse inventer pour empêcher M. Ken Livingstone, un travailliste trop à gauche pour figurer dans la vitrine du " nouveau Labour ", de se porter candidat aux fonctions de maire de Londres. Quant aux projets visant à rompre les liens entre le parti et les syndicats qui lui ont donné naissance, ils sont ajournés. Lors de la dernière convention des Trade Unions Congress, le président de la confédération syndicale, M. John Edmonds, s'est même autorisé une attaque en règle contre le " nouveau Labour "qui, selon lui, par attachement à une ère droitière révolue, s'enfermerait dans l' " aire de service " du conservatisme ".

En l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, c'est au travers du Labour Party, qui demeure la seule possibilité pour la classe ouvrière de se rassembler politiquement face à la bourgeoisie, que s'exprime d'une manière déformée et ténue le rejet par le prolétariat de la politique du gouvernement Blair.

Ouvrir une perspective politique

Dix mois après la défaite infligée sur le terrain des élections aux Tories, le prolétariat et la jeunesse de Grande-Bretagne restent fondamentalement dans l'expectative. Illustrations de leur désarroi politique, les faits que rapportent *Les Echos* du 14/12/98 :

"Les salariés du constructeur automobiles britannique Rover ont accepté vendredi le plan d'économie proposé par la maison mère allemande BMW, comprenant la suppression de 2500 emplois pour sauver le site de Longbridge, la principale usine du groupe. Au terme d'une consultation organisée depuis une semaine auprès des 39000 salariés de Rover, 17784 de ceux qui ont pris part au vote ont approuvé le plan et 7045 s'y sont opposés, selon les syndicats. Le plan prévoit une flexibilité accrue des horaires de travail. La consultation s'est effectuée à bulletin secret ".

Incontestablement, pèse sur le prolétariat et la jeunesse l'absence de perspective politique. Le gouvernement Blair, le Labour Party qui le soutient et les dirigeants du TUC conjuguent leurs efforts, pour boucher toute issue politique : il n'y aurait pas de solutions en dehors de "l'économie de marché"... Dans ces conditions il faudrait accepter les licenciements, le chômage et la misère en attendant des jours meilleurs et en se consolant en rêvant au renouveau de la future Angleterre. En d'autres termes, tous combattent pour que ne soit pas ouverte au prolétariat la perspective du socialisme, seule voie possible pour en finir avec les maux du régime capitaliste. Cette perspective passe par le combat pour un gouvernement ouvrier en Grande-Bretagne, gouvernement qui pourrait répondre aux besoins élémentaires des larges masses en s'engageant dans la voie de l'expropriation du capital.

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, la mobilisation des masses pour un tel gouvernement passe par l'exigence adressée au Labour Party et aux dirigeants du TUC : "***Rompez avec le gouvernement Blair ! Dehors les représentants du capital : gouvernement du seul Labour Party appuyé sur le TUC !***"

D'un tel gouvernement, les masses exigeraient qu'il donne satisfaction à leurs revendications et notamment qu'il renverse les institutions de la monarchie, qu'il mette fin à l'oppression du peuple irlandais en retirant toutes les troupes d'occupation de l'Ulster, qu'il dénonce l'Union européenne.

Le 14 décembre 1988

Sommaire

***COMBATTRE POUR LE SOCIALISME* N°76 - 2 JANVIER 1999**

EDITORIAL: CONTRE LE GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVENEMENT-VOYNET-ZUCCARELLI ET SA POLITIQUE AU SERVICE DU CAPITAL, POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS, UNE PREMIERE CONDITION: IMPOSER LA RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE.
A BAS CHIRAC! A BAS LA V° REPUBLIQUE ! GOUVERNEMENT PS-PCF SANS REPRESENTANTS D'ORGANISATIONS BOURGEOISES..... P.1

DECLARATION DU COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE:
A BAS LA NOUVELLE AGRESSION IMPERIALISTE CONTRE L'IRAK ET CONTRE LES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT ! P.8

LES DIRIGEANTS DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC ONT EMPECHE LA JONCTION DES LYCEENS ET DES ENSEIGNANTS CONTRE LE GOUVERNEMENT ET SA POLITIQUE P.9

LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT CPS P.13

SUPPLEMENT A CPS "RECHERCHE PUBLIQUE" DU 23/11/98 ..... P.15

FACE A L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVENEMENT-VOYNET-ZUCCARELLI CONTRE LES ETUDIANTS, POUR LE RETRAIT DES PLANS "3-5-8" ET "U3M" :
IMPOSER AUX DIRIGEANTS DE L'UNEF-ID ET DE L'UNEF-SE QU'ILS ROMPENT AVEC LE GOUVERNEMENT P.17

TEXTE DU TRACT " L'INSURGE " DU 15 NOVEMBRE 1998 ..... P.18

LA CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE SE DEVELOPPE
UNE SEULE REPONSE: COMBATTRE POUR LE SOCIALISME P.20

GRANDE-BRETAGNE, APRES 18 MOIS DU GOUVERNEMENT BLAIR, UN PREMIER BILAN :
UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DU CAPITAL P.29

LES DOCUMENTS SUIVANTS SONT DISPONIBLES AUPRES DES MILITANTS OU SUR COMMANDE:

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME N°73-74 (27 juin 1998) SPECIAL STEPHANE JUST (1921-1997) ..... 20 FF

"*UNE NOUVELLE PERSPECTIVE*" - RAPPORT ADOPTE PAR LA IX° CONFERENCE DU COMITE (MARS 1997)..... 15 FF

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME Supplément au n°75 (21 novembre 1998): ENSEIGNEMENT PUBLIC, MOUVEMENT LYCEEN: GOUDARD, BERTRAND ET RIBES A L'EPREUVE DES FAITS 10FF

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS: 100 FRANCS

NOM:..... PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:..... LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : C.L.E.R.
Envoyer à: J.SELLERON - 55 quai de Dion Bouton - 92800 PUTEAUX

Directeur de la publication: Olivier LESTANG - Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale